

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication: Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire: 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI
2 JUIN 1976

Belgique: 15 FB • Suisse: 1 FS

LES CHARS SOVIETIQUES DE L'ARMEE SYRIENNE CONTRE LA GAUCHE LIBANAISE

Les Syriens ne semblent pas avoir tiré les leçons du premier échec de leur intervention militaire au Liban. Mardi 1^{er} juin, plusieurs milliers de soldats syriens ont pénétré par la frontière est, appuyés par 200 chars de fabrication soviétique.

Mais cette fois, la préparation de l'intervention militaire syrienne s'est voulue plus subtile et plus « délicatement menée ». La veille du 1^{er} juin un commandant de « l'Armée du Liban Arabe », Ahmed El Maamari soupçonné de travailler pour les Syriens, avait perpétré des massacres dans trois villages chrétiens. La réponse de la droite chrétienne fut rapide et tout aussi sauvagement confessionnelle: elle bombardait intensivement des quartiers musulmans.

La Syrie peut alors, comme par hasard, se poser en protectrice du peuple libanais et décider d'arrêter les massacres du « peuple arabe frère ». Ainsi, l'intervention militaire des syriens fut réalisée tard dans la nuit du lundi au mardi. Son cynisme ne doit guère faire plaisir à l'URSS. Elle est menée alors que Kossyguine se trouvait à Damas. De plus, les chars utilisés sont de fabrication soviétique. L'URSS les a donnés à la Syrie pour qu'elle puisse se défendre contre les attaques israéliennes. Ces chars sont utilisés aujourd'hui sous prétexte d'arrêter les combats au Liban. En fait, il s'agit de mater le mouvement de libération palestinien et la gauche libanaise, au plus grand profit des plans américains.

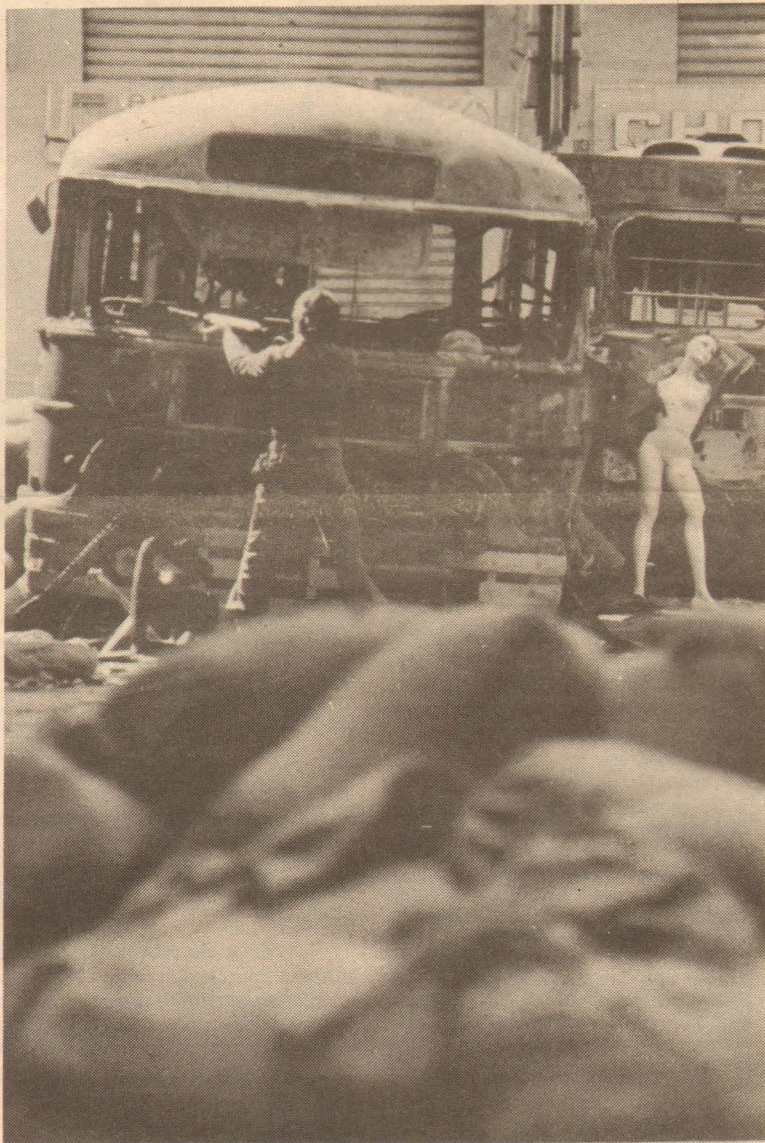
Les manigances syriennes ne trompent personne. Déjà quand Maamari ouvrit la voie à l'intervention de Damas, la réaction de Joumbatt et des leaders de la Résistance fut violente: ils condamnèrent immédiatement les massacres confessionnels.

« Falastine el Saoura », organe officiel de l'OLP rapporte que les autorités syriennes, dans le cadre de leur politique actuelle, procèdent à l'arrestation de fedayins en Syrie.

Ainsi, après quelques jours d'une accalmie relative le Liban est de nouveau à feu et à sang et la majeure partie du pays est privée d'électricité et de téléphone.

Magida S.

Lire page 3
la suite de
notre enquête
« L'extrême-gauche
italienne et les
élections »
aujourd'hui
une interview de
Avanguardia Operaia



CRECHES OCCUPEES A BARCELONE



Parents, enfants, éducatrices occupent les crèches.
Sur les bavettes de momes, « école gratuite pour tous », « écoles gratuites au service du peuple ».

Lecanuet et le gouvernement
menacent :
un juge doit céder ou être cassé

LE COUPERET POUR CECCALDI ?

• Le Garde des Sceaux aurait engagé une procédure disciplinaire contre le substitut récalcitrant de Marseille.

Lire page 5

Au procès du patron de la cave d'Aléria

L'AVEU DE DEPEILLE

Il y avait carambouille sur les vins
Des protocoles de complaisance
étaient passés sur le dos des viticulteurs

Lire page 5

LE PCF FAIT DE NOUVELLES AVANCES AU PS

Lire page 4

Des banderoles colorées tendues au milieu de la rue ou sur la maison, des cris d'enfants, des groupes d'adultes qui discutent ou qui préparent le repas: c'est là la première image des 14 crèches qui depuis 4 jours, sont occupées simultanément à Barcelone par les parents, les enfants et les éducateurs pour revendiquer la gratuité des crèches.

Des piles de matelas dans un coin, des tables où l'on prépare le matériel de propagande dans l'autre, partout des tableaux d'affichage avec les derniers articles de presse et le tract annonçant la prochaine manifestation. Il y en a eu une dans le quartier, - avec des blessés parce qu'une automobile est rentrée dans la foule.

La lutte sera longue, tous le savent et y sont préparés. Elle a commencé il y a plusieurs mois et les réunions dans les quartiers avec les « associations de voisins » et avec les parents ont permis d'organiser une première manifestation centrale en avril. 1500 personnes y ont participé. Les autorités continuant à faire la sourde oreille, la lutte s'est approfondie et structurée. Travailleurs et usagers des crèches ont décidé que le seul moyen pour tenter d'imposer leurs

revendications, c'était l'occupation. Seuls sont acceptés les enfants dont les parents participent activement à la lutte. Ceux qui doivent « absolument » aller travailler (beaucoup se sont fait porter malades) reviennent à la crèche dès qu'ils ont fini. Commission pédagogique, commission des mass-média, commission de propagande en général, assemblées générales régulières, garde des enfants la nuit pendant que les autres parents dorment, sans compter le travail quotidien - repas, vaisselle, nettoyage -, ce n'est pas l'ouvrage qui manque.

Assez de charité

« Nous voulons que les femmes puissent travailler à l'extérieur de chez elles, nous voulons qu'on donne une réponse aux besoins de la société toute entière, nous en avons assez de la charité, nous voulons des crèches gratuites pour tous » nous dit en substance l'un des membres de la coordination des crèches de quartiers qui s'est constituée voici deux ans déjà.

Lire la suite page 9

PORTUGAL

Les candidats bourgeois aux présidentielles

LE RAPATRIE, LES LUNETTES NOIRES ET LA GRANDE GUEULE

De notre envoyé spécial à Lisbonne Charles Michaloux.

Officiellement la campagne électorale commence le 12 juin. Mais depuis samedi c'est parti. Il y a cinq candidats dans la course présidentielle : le général Ramalho Eanes aujourd'hui chef d'Etat-major, demain Président de la République. L'amiral Pinheiro de Azevedo, actuel premier ministre. Octavio Pato membre du bureau politique du Parti communiste portugais. Le major Otelo Saraiva de Carvalho, l'ancien commandant du copcon avant le 25 novembre et la dernière surprise : Pompilio Da Cruz dirigeant de l'association des « *retornados* », les pieds noirs des anciennes colonies portugaises.

De ce dernier, disons tout de suite qu'il n'y a rien à dire sinon qu'il était chef d'entreprise en Angola, qu'il est toujours réactionnaire et qu'il veut emmener « *le peuple portugais sur le chemin de l'honneur dont il s'est détourné avec la décolonisation* » ; sa clientèle — si elle ne vote pas utile — c'est à dire Eanes — fait les cent pas tous les soirs sur la place du Rossio, à Lisbonne, en ruminant un passé impérial, quand elle ne va pas faire le coup de poing ou de feu contre tout ce qui est rouge et bouge.

EANES

Le général Eanes, dans un interview, a résumé son programme « *la révolution doit s'arrêter pour que la République commence* ». Il est soutenu par le CDS, le PPD, la Confédération des agriculteurs portugais, la Confédération des industriels portugais, le MRPP, le PCPml, et le PS. Autant dire que cette incarnation touchante de l'unité nationale autour de l'artisan du 25 novembre lui garantit un succès presque certain, peut-être dès le premier tour. Fort de l'appui de tous les grands partis, à l'ex-

ception du PCP, le général aux lunettes noires se prépare déjà à assumer sa fonction d'homme providentiel « *au dessus des partis* » capable de faire régner la paix sociale et politique dans ce pays « *en proie au chaos depuis deux ans* ». Pour ce faire, il a deux projets : écarter le PCP de l'appareil d'Etat et le marginaliser ; assoir son pouvoir sur une vaste coalition PPD-CDS-PS afin de s'attaquer au gros morceau : les travailleurs dont les luttes dans les usines, les bureaux et les champs sont incompatibles avec « *un plan de récupération de l'économie* ».

Sur le plan gouvernemental il sera peut-être contraint de consentir à l'expérience d'un gouvernement minoritaire du PS, dirigé par Soares et comprenant des « *indépendants de droite et de gauche* ». Mais ces ambitions sur ce plan percent déjà : « *Seul le contexte et les propositions qui me seront faites me permettront ou non d'opter pour un gouvernement minoritaire. Il se peut que la situation conseille la formation d'un gouvernement différent* ». Le PS qui mène toute sa campagne sur le thème « *Eanes président, le PS au gouvernement* » a déjà eu du mal à faire accepter dans la base ouvrière sa décision d'appuyer le peu populaire chef d'Etat-major. Quelque soient les dispositions de Soares et de la direction du PS, ils auraient beaucoup de difficultés à faire avaler cette couleuvre là... Ils sont d'ailleurs déjà contraints à expliquer que leur campagne est « *autonome* » et qu'il n'y a autour du candidat Eanes aucune alliance, mais simplement « *une convergence d'appui* ». Cette subtilité est grosse de crises politiques à venir à l'intérieur du PS, et particulièrement à la veille du prochain congrès syndical de cet automne. Elle pourrait être aussi un élément de nouvelle instabilité gouvernementale dans les mois qui suivront l'élection « *trionphale* » d'Eanes, si les travailleurs lui offraient pour inaugurer son règne un

automne bien social. Mario Soares, Premier ministre devrait alors faire un choix difficile entre son crédit parmi les travailleurs influencés ou organisés par le PS et son crédit parmi la bourgeoisie qui s'aligne aujourd'hui unanime derrière Eanes.

PINHEIRO

Pourquoi « *l'amiral sans peur* » est-il candidat ? Lui qui misait sur son ami Soares ne compte aujourd'hui avec aucun soutien significatif. « *La marine a aussi son mot à dire* » rétorque Pinheiro, dépit.

Sans doute sa présence sur la ligne de départ a-t-elle pour fonction essentielle de donner un caractère moins plébiscitaire à l'élection de son collègue Eanes. Il espère sans doute drainer quelques voix dans le PS et peut-être dans l'armée. Mais c'est peu pour quelqu'un qui se dit « *confiant dans la victoire* ». L'ambition personnelle de cette « *grande gueule* » qui envoyait « *chier* » les grévistes de la construction civile, en novembre dernier lui monte probablement à la tête. A moins que ce ne soit le sacrifice admirable sur l'autel de la pluralité électorale d'un perdant dédommagé après l'élection par quelques beaux galons gagnés à l'Etat-major. Qui sait ?

Demain : Octavio Pato et Otelo de Carvalho.

● Attentat contre le QG-US à Francfort

● Un attentat à la bombe a été commis contre le quartier général américain en RFA hier après-midi à Francfort. Seize personnes ont été blessées, dont six soldats américains. Dans la matinée, un autre attentat visant le président de la Cour d'Appel de Hambourg a échoué, la bombe ayant été découverte avant d'exploser. On peut noter qu'il y a un an jour pour jour, Andreas Baader était arrêté à Francfort.

IRLANDE DU NORD

LES PROTESTANTS ORGANISENT DES PATROUILLES ANTI-IRA SUR LES ROUTES

70 inculpations
en Irlande du Sud

Depuis que le gouvernement de Londres a suspendu en mars dernier la Convention Constitutionnelle qui devait gouverner l'Ulster, les politiciens protestants sont profondément désemparés.

La Convention n'avait aucun pouvoir, mais elle leur offrait au moins une tribune d'où proférer leurs menaces à l'encontre des catholiques et de l'IRA, et ainsi faire illusion auprès des masses protestantes qui les ont élus.

Une nouvelle étape pour les loyalistes

Cette étape, c'est la décision prise de patrouiller désormais en armes à travers l'Ulster, pour « *protéger* la population des meurtriers de l'IRA » et pour suppléer à la police et au Régiment de Défense de l'Ulster, forcés toutes deux à 95 % protestantes, infiltrées par les groupes fascistes jusqu'à leur sommet, avec la bénédiction du gouvernement britannique.

L'organisation à l'initiative de ce nouveau pas dans l'escalade réactionnaire est l'Ulster Service Corps (USC). Elle compte probablement près d'une dizaine de milliers de combattants avec armes en quantité et renseignements précis en provenance de ses complices hauts-placés dans la police et l'armée anglaise. Elle a aussitôt reçu le soutien des autres organisations paramilitaires protestantes et des politiciens réactionnaires comme le pasteur Paisley qui avait déclaré quelques jours plus tôt que « *d'ici quelques heures, le monde saura que les loyalistes d'Ulster sont déterminés non seulement à se défendre, mais aussi à sauver l'Ulster* » — coïncidence !

L'USC a été relativement discrète jusqu'ici. Contrairement à l'UDA ou l'UVF, elle est peu compromise dans les assassinats de catholiques ou dans le gangstérisme. Dirigée par des hom-

mes d'affaires, elle a même une certaine crédibilité. Elle est essentiellement composée d'anciens de la « *B-Specials* », l'ex-milice protestante légale que le gouvernement anglais avait du dissoudre en 1969 à la suite de la mobilisation des masses catholiques. Ces dernières années, l'USC s'était essentiellement consacrée à se renforcer, sélectionnant des militants efficaces et patients pour le grand soir.

Un coup d'Etat protestant ?

Est-on à la veille d'un coup d'Etat loyaliste ? C'est encore peu probable. Il y a une large part de chantage dans les menaces loyalistes. S'ils sont forts militairement, ils savent qu'ils dépendent encore largement de l'aval de Londres. Et rien ne dit que Londres soit prêt à leur remettre le pouvoir dès aujourd'hui.

La bourgeoisie britannique préférerait éviter autant que possible des pogroms anti-catholiques, qui susciteraient émotion et mobilisation en Irlande du Sud, voire même en Angleterre. Sans parler de la capacité de résistance des catholiques encore énorme.

Mais la menace est grave. Les masses catholiques doivent compter sur leurs propres forces pour s'y opposer et non sur le gouvernement de Londres ou de Dublin.

Ce dernier vient encore une fois de montrer de quel côté il se situait en faisant comparaître 70 personnes devant les tribunaux pour avoir participé à la commémoration organisée par l'IRA de l'insurrection de 1916. Cette manifestation avait regroupé 20 000 personnes malgré l'interdiction.

Un vent de réaction souffle sur l'Irlande. Et une Irlande normalisée serait un atout important en Europe pour l'impérialisme, face à la montée des luttes en Espagne, en France, en Italie. Nous ne la lui laisserons pas. A. Gustave.

JOURNEES CATALANES DE LA FEMME

1 000 à 1 500 femmes dans une même salle de l'université, celle-là même où l'on remet d'habitude leurs diplômes aux « *docteurs honoris causa* » et où figurent toutes sortes de peintures solennelles des messieurs savants. 1 000 femmes de tous âges, d'origine sociale et d'appartenance politique diverses : c'est un événement pour l'Espagne. Après les « *journées de la femme* » en décembre dernier à Madrid, c'est la seconde fois depuis la mort de Franco que se réunissent des femmes pour parler de leurs problèmes spécifiques. Sous l'égide « *des amies de l'ONU* » (association des femmes bourgeoises) cette rencontre a pu s'organiser très officiellement avec la participation de très nombreux groupes femmes de quartiers liés ou non aux associations de voisins, de l'association des femmes universitaires, des femmes catholiques, de l'ANCHE (couverture du MLF local) etc.

Derrière cette apparence eclectique et interclassiste, ce qui ressort de la quasi totalité des exposés, c'est non seulement la volonté de se battre dans l'immédiat pour un régime démocratique permettant à toutes et à tous de s'exprimer librement, mais c'est aussi l'affirmation qu'il n'y aura pas de libération des femmes sans un

changement radical des structures sociales : « *et nous luttons pour le socialisme* » est la conclusion plus fréquente et la plus applaudie des interventions.

Beaucoup de travailleuses étaient présentes le premier jour — jour férié — pour cette partie des journées qui portent sur le thème de « *la femme et le travail* ». Ce sont elles qui apportent les éléments les plus concrets aux débats : ces femmes du textile qui sont en grève, et qui expliquent leurs problèmes, leur façon de s'organiser et reçoivent un chaleureux accueil à leur demande de solidarité financière. Ce sont ces femmes de la SEAT affirmant qu'il ne faut pas seulement lutter contre les travaux dangereux pour les femmes mais aussi contre ceux qui le sont pour les hommes. Et qu'en revanche il faut faire appel aux « *camarades travailleurs* » pour qu'ils comprennent l'importance de la lutte pour les crèches et le salaire égal. Ce sont les femmes de Lucha Roca qui expliquent comment elles ont participé aux piquets de grève pour interdire aux briseurs de grève de pénétrer dans l'usine. A travers leur action elles se sont attirées le respect des hommes, mais elles ont aussi compris pour la première fois l'importance de se réunir

entre elles pour débattre de leurs revendications propres.

Un autre thème essentiel de ces débats concerne le rôle des femmes dans les quartiers. Depuis quelques mois l'intervention des « *associations de voisins* » s'est énormément développée, surtout dans les quartiers les plus populaires. Et cela avant tout grâce à la participation des femmes aux luttes qui se mènent sur des thèmes aussi divers que la lutte contre la hausse du coût de la vie, avec une agitation massive sur les marchés, la lutte pour les espaces verts, avec l'occupation des lieux et des terrains de jeu et de promenade, la lutte pour la sécurité des habitants du quartier, avec le blocage des carrefours les plus dangereux jusqu'à ce que soient installés les feux rouges exigés. La lutte pour les crèches gratuites, avec les occupations et les manifestations.

De ces luttes quotidiennes sont nés des groupes de femmes décidées à parler aussi de leurs problèmes spécifiques. Pourquoi sont-ce toujours elles les premières touchées par la hausse du coût de la vie ? Ou par l'absence de garderie ? Pourquoi est-ce toujours à elles de faire les courses et de s'occuper des enfants, qu'elles travaillent ou non ? A toutes ces ques-

tions relatives au double rôle de la femme, à sa double exploitation, à toutes ces questions posées au micro de manière parfois très naïve, répondent des applaudissements enthousiastes. Il faut bien voir que, pour la plupart des femmes présentes, c'est la première fois qu'elles entendent ces « *évidences* » prononcées à haute voix. ET LOIN DE SE LASSE ELLES FONT PREUVE D'UNE PATIENCE RAREMENT RENCONTREE DANS CE GENRE DE REUNION. Et s'il est clair que derrière l'affirmation « *il faut lutter pour le socialisme* » se cachent des conceptions très diverses quant aux objectifs à atteindre. Il y a tout à parier que dans les mois, voire les semaines à venir, des clarifications s'opéreront au sein du mouvement.

Seul incident qui a réussi à provoquer la pagaille dans la salle : l'intervention des femmes catholiques affirmant que « *la famille occupe une place primordiale dans la vie de la femme comme celle de l'homme, et qu'il ne s'agit pas là du fruit d'une coutume ou d'une situation économique donnée, mais d'un élément de la nature* ».

Les sifflets ont fusé de toutes parts, les femmes se sont levées, et l'oratrice a dû quitter la salle.

MAROC

La police d'Hassan II tue par la torture COMMUNIQUE

Nous venons d'apprendre que Abdelatif Zeroual est mort sous la torture de la police marocaine. Arrêté le 4 novembre 1974 à Casablanca, il a été vu pour la dernière fois sur une civière, ensanglanté. Entré dans la clandestinité fin 71, il était membre de la direction nationale de l'organisation marxiste léniniste Ilal Amam (En avant).

La mort de Zeroual sous la torture fait suite à l'assassinat de Omar Bengelloun, de Abdi, de Dahkoub, de Moha Ou Hamou et de ses camarades.

Nous lançons un appel à l'opinion française pour qu'elle s'élève contre une politique de répression qui assassine les meilleurs combattants de la démocratie au Maroc.

Paris, le 24 mai 1976
Le comité de lutte contre la répression au Maroc



AVANGUARDIA OPERAIA

Avanguardia Operaia est née en 1968 à Milan, à partir d'une scission de la IV^e Internationale. L'organisation s'est construite autour du mouvement des CUB (comité unitaire de base) dans cette ville; elle a connu une première phase spontanéiste qu'elle a rapidement abandonnée. AO s'est construite au cours des années 72/73 au niveau national par un processus de fusions avec des groupes issus de la crise des grandes organisations maoïstes d'avant 69. Elle a aussi mené une politique de débat et de fusion avec les collectifs locaux, dont le principal est le « Circolo Lénine » de Turin, dirigé par Vittorio Rieser et qui a rejoint AO il y a trois ans.

AO est caractérisée comme « léniniste » par les deux autres principales organisations, Lotta Continua et le PDUP, bien qu'elle ne reprenne pas, en positif, cette caractéristique. AO est l'organisation qui a les critères organisationnels les plus rigoureux (sympathisants organisés, structuration en cellule). Si le centralisme démocratique y est reconnu, il semble pour l'instant largement formel, Avanguardia Operaia déclare 6 000 militants (dont 2 000 à Milan) et plusieurs milliers de sympathisants organisés dans les CUB (dans les usines, universités, lycées). Son implantation nationale est moins « capillaire » que celle de Lotta Continua. Elle est très forte dans le nord, mais commence à s'implanter dans le sud. Elle a une implantation sérieuse dans les grandes usines (Pirelli, Innocenti, Fiat) mais aussi dans les services publics (transports en commun). Elle développe un travail syndical systématique. Au cours des 18 derniers mois, AO a été un des moteurs de différents mouvements comme les occupations de maison et les « marchés rouges ».

Avanguardia Operaia publie un quotidien « le quotidien des travailleurs » depuis trois ans, ainsi qu'une revue théorique mensuelle « Politica Comunista ».

Italie :
l'enjeu des élections
meeting
le mardi 8 juin à
20 h 30

avec la participation de Democrazia Proletaria (Massimo Gorla pour Avanguardia Operaia et Pino Ferraris pour le PDUP) et de Lotta Continua (Luigi Bobbio). Appelé par le Comité de soutien à la présentation unitaire des révolutionnaires sur les listes de Democrazia Proletaria. Soutenu par l'OC-GOP, la LCR et l'OC-Révolution.

Mutualité, rue² St-Victor, métro Maubert.

L'EXTREME-GAUCHE ITALIENNE ET LES ELECTIONS

4/ Entretien avec Massimo Gorla dirigeant d'Avanguardia Operaia

« Le gouvernement des gauches devrait représenter le début d'un renversement des rapports de force entre le pouvoir et les masses »

de notre envoyée spéciale Anna Libera

● La réalisation de l'unité électorale des révolutionnaires a été laborieuse. Quel jugement portez-vous sur cet accord ?

Nous pensons que le débat qui s'est ouvert au sein de la gauche révolutionnaire pour arriver à la présentation unitaire dans les élections a été extrêmement positif, de deux points de vue. Tout d'abord, parce qu'il a empêché la présentation de deux listes de la gauche révolutionnaire, ce qui aurait été un élément de désorientation et de dispersion. Ensuite, parce que cet accord va bien au-delà de la question des élections, et qu'il a traversé non seulement toutes les organisations intéressées, mais également tous les secteurs de masse dans lesquels ces organisations interviennent.

Cette bataille pour l'unité n'a donc pas été menée et remportée au niveau des directions des organisations, mais elle a impliqué toute « l'aire de la révolution » en Italie.

● L'accord va bien au-delà des élections. Cela signifie qu'il pose dans des termes nouveaux les rapports entre les organisations et la construction du Parti révolutionnaire en Italie. Comment abordez-vous cette question aujourd'hui ?

Progresser à partir de ce résultat positif signifie poser la question de l'unification politique et organisationnelle des révolutionnaires. En ce qui concerne Avanguardia Operaia, le problème de la construction du Parti révolutionnaire, et à terme de l'unité des révolutionnaires, a été posé depuis longtemps, en fait il a toujours fait partie de notre problématique de construction du Parti.

Pour nous, le parti révolutionnaire nécessaire au prolétariat de notre pays ne peut être conçu comme la somme des trois petits partis existants aujourd'hui en Italie. C'est dans ce sens que nous parlons d'une « aire de la révolution » dans laquelle les trois petits partis ne représentent qu'une composante minoritaire même. Nous pensons que le Parti révolutionnaire doit, pour le moins, regrouper en son sein l'avant garde combative et réelle de tous les principaux mouvements de lutte. Aujourd'hui, la gauche révolutionnaire est loin d'influencer la majorité de cette avant-garde, qui, en grande partie, se trouve encore à l'intérieur des organisations réformistes (PCI, PSI) ou, du moins, dans leur zone d'influence.

Ainsi, nous concevons la construction du Parti révolutionnaire comme un processus social et non pas seulement d'agrégation. Aujourd'hui, nous pensons avoir développé suffisamment le processus de confrontation politique avec le PDUP. Et ceux qui parlent de ce processus comme d'une « agrégation » de sommet se trompent profondément. En réalité, le débat politique entre nous et le PDUP n'est pas seulement de type théorique entre les directions des deux organisations; ce débat se développe également à la base.

Nous pensons donc amener ce processus d'unification avec le PDUP à son terme assez rapidement.

Ceci impliquera encore des luttes politiques.

En ce qui concerne les autres forces, mais surtout Lotta Continua, les choses n'en sont pas au même point. Certes la bataille pour l'unité qui a été remportée pour les élections représentent un pas en avant significatif. Nous nous trouvons sur un terrain plus favorable pour développer un débat unitaire. Nous nous tromperions cependant si nous croyions que, après la réalisation de l'unité électorale, le problème de l'unification avec Lotta Continua se posait dans les mêmes termes que entre AO et le PDUP.

Dans ce sens, il sera important de développer le débat politique à tous les niveaux de directions des organisations mais, également et surtout, au niveau de masse, à l'intérieur des collectifs de Democrazia Proletaria, que nous concevons comme des instruments d'unification politique de « l'aire de la révolution ». Au sein des collectifs de Democrazia Proletaria, qui ne sont pas seulement des collectifs de soutien à la campagne électorale, ce débat pourra se développer. Et l'on pourra ainsi voir dans quelle mesure se réduiront les divergences qui nous séparent aujourd'hui de Lotta Continua. Le débat politique et la pratique commune devraient donc nous permettre de faire le point sur ces divergences.

● Vous mettez en avant le mot d'ordre de « gouvernement des gauches » et écrivez sur vos affiches : « avec 51 % on peut commencer ». Peux-tu nous expliquer ce que vous entendez par ce « gouvernement des gauches » et comment vous concevez la tâche des révolutionnaires face à ce gouvernement ?

Nous mettons en avant le mot d'ordre de « gouvernement des gauches » pour les raisons suivantes. Quand nous disons que, en Italie, il s'agit de mettre fin au régime démocrate-chrétien, il s'agit de chasser la DC, il faut également donner une formule alternative au niveau institutionnel. Nous pensons que, de façon réaliste, la formule à porter en avant est celle du gouvernement des gauches. Un gouvernement des gauches qui regroupe les partis traditionnels de la classe ouvrière, et qui pourra avoir - en fonction de la politique de ce gouvernement - l'appui des forces de Democrazia Proletaria.

Il faut immédiatement ajouter quelque chose. Quel gouvernement de gauche ? Le gouvernement des gauches pour lequel nous luttons n'est pas celui qui gèrera de façon plus rationnelle le régime capitaliste, l'Etat bourgeois. Il s'agit d'un gouvernement de rationalisation capitaliste, un gouvernement qui proposerait une « conciliation entre les classes » et subordonnerait, par le biais de cette conciliation, la classe ouvrière à la bourgeoisie.

Le gouvernement des gauches sera la conséquence d'une longue lutte; nous ne pensons pas qu'il sera le résultat automatique d'une avance électorale des partis de gauche dans cette phase. Nous pensons que cette avance électorale est un élément indispensable pour aller



dans cette direction, et c'est à partir de là qu'il faudra mener une lutte décisive pour imposer le gouvernement des gauches.

Je dis imposer le gouvernement des gauches, car il s'agit de créer les conditions pour le gouvernement des gauches que nous voulons, c'est à dire qui représente l'ouverture d'une phase révolutionnaire de type nouveau; qui représente le début d'un renversement des rapports de force entre le pouvoir et les masses, des rapports entre le mouvement de masse et les institutions.

Il s'agit de l'imposer : en effet, il faut battre la ligne des réformistes qui, aujourd'hui, ne sont absolument pas disponibles pour ce type de perspective. Ensuite, il faut développer le mouvement de masse afin que ce gouvernement des gauches soit le produit de cette poussée de la base, de cette transformation des rapports de pouvoir au niveau social. Pour nous, ce gouvernement des gauches ne doit absolument pas être séparé de la réalité sociale, mais l'expression de la volonté et des objectifs du mouvement de masse.

Ce gouvernement de gauche n'est donc pas au coin de la rue. Ce n'est pas un fruit mûr que nous cueillons avec les résultats électoraux.

Ainsi donc, notre attitude face à ce gouvernement des gauches ne peut être pré-déterminée. Nous nous battons pour imposer ce gouvernement; et c'est ce qui caractérise notre projet politique et nos propositions aux masses populaires italiennes. Mais de là à la réalisation de ce projet, il faut prévoir toute une série de formules gouvernementales qui ne seront pas le gouvernement de gauche aux caractéristiques de classe dont je parlais plus haut. Il s'agira de tentatives visant à rééquilibrer le système politique italien dans le cadre de la conciliation de classe et il est clair que face à de tels gouvernements, notre attitude sera déterminée par leur composition et leur programme. Je m'explique. Leur composition : tout d'abord la condition pour que nous appuyions de façon plus ou moins critique ces gouvernements est que la Démocratie-chrétienne n'y participe pas. Mais, si la DC en est chassée, il y a d'autres forces en Italie qui représentent directement les intérêts du grand capital et qui donneraient à un gouvernement de ce genre une orientation de collaboration de classe. Dans ce cas, nous ne pourrions pas avoir une

attitude favorable. En effet, un gouvernement de ce type chercherait à faire sortir le pays de la crise en continuant à en faire payer le prix à la classe ouvrière, et, d'autre part, il ne remettrait absolument pas en cause les institutions existantes ni la place de notre pays dans le camp impérialiste international.

Un gouvernement de ce type ne pourrait que recevoir l'opposition des masses et l'opposition des révolutionnaires. Ainsi, quand nous parlons de « gouvernement des gauches », nous parlons de notre objectif, de notre programme.

● Quelle bataille envisagez-vous de mener pour arracher les masses à l'hégémonie des partis réformistes ?

Pour gagner au projet révolutionnaire les masses influencées par les réformistes, il faut affirmer, au sein du mouvement de masse, un projet politique alternatif avec une crédibilité toujours plus grande. L'autre aspect dépend directement des masses. Nous sommes convaincus d'une chose, c'est que les objectifs que nous mettons en avant sont déjà aujourd'hui accueillis avec intérêt croissant par des secteurs non négligeables des masses. C'est sur ce terrain que l'on réussira à arracher aux réformistes leur hégémonie sur les masses ouvrières et populaires.

Face aux réformistes, nous développons une pratique d'unité et de lutte. Unité dans le sens où la perspective même de gouvernement des gauches implique la capacité d'établir un front unique entre les forces révolutionnaires et les réformistes qui déclenche le processus politique que nous avons décrit plus haut. Unité dans la lutte dans la mesure où il s'agit d'arracher des couches significatives d'avant-garde à l'influence politique des réformistes.

Voilà donc comment se combine ce rapport de lutte et d'unité. Nous pensons cependant qu'il existe une condition à son développement : on ne peut pas progresser dans ce sens en maintenant une attitude de type minoritaire, groupusculaire. Le problème ne peut pas être résolu seulement par la dénonciation perpétuelle des réformistes et de leurs trahisons. Bien sûr cette dénonciation doit être maintenue, mais elle ne peut plus être le seul centre de la bataille politique.

(interview réalisée le 28 mai)

Demain : Le PDUP (Foa et Magri)

Le projet de loi sur les plus-values

MANQUE A VALOIR POUR QUI ?

Les discussions préalables sur le projet de loi de taxation des plus-values ont montré que quasiment toutes les composantes de la bourgeoisie y étaient farouchement opposées. Elles ne comprennent pas très bien le pourquoi de cette loi. Tout d'abord le gouvernement semble résolu à mettre fin à un débat qui lui vaut une violente opposition de son électorat, sans pour autant lui gagner les faveurs d'une partie de l'opposition.

Mais ce qui choque profondément la bourgeoisie, c'est que cette loi contrecarre l'esprit d'entreprise. En effet, pour ces gens-là, l'esprit d'entreprise, c'est le droit et la liberté de faire de l'argent sur le dos des autres. Alors, si elle n'a plus le droit de faire son beurre, où va-t-on ?

Maurice Papon, rapporteur du projet à l'Assemblée nationale, a procédé à l'examen critique du projet, émettant même des critiques quant à la justice fiscale qu'il apporterait. Cette loi ne rapportera qu'un montant de 1,1 milliard de francs sur des recettes fiscales de 335 milliards en 1976. A la vue de ces chiffres, il apparaît donc que la loi n'est proposée par le gouvernement que comme une mesure purement démagogique, n'ayant aucunement une valeur de justice fiscale.

Cela n'a pas l'air de convaincre les députés de l'UDR. Ils ont précisé que si le projet de loi n'était pas sensiblement modifié « le groupe UDR ne pourrait le voter », mais ils ajoutent à la suite qu'ils ont l'espoir de donner à ce texte des modifications qui le rendraient acceptable. C'est-à-dire voter une loi qui ne toucherait pas à leurs privilèges. Dans ces conditions, la loi ressemblera fortement à la « Serisette » - taxe conjoncturelle sur les entreprises - qui, a force d'amendements, n'a jamais été appliquée.

Est-ce l'épreuve de force entre l'UDR et Fourcade ? On peut se le demander, car ce dernier avait déclaré qu'il n'accepterait pas de modifications fondamentales à son projet. Tandis que l'UDR lance une menace plus ou moins voilée : « Il y a un problème : ou, avec le gouvernement nous cherchons à le résoudre, ou alors nous allons vers une certaine aventure. »

Selon l'UDR, Fourcade apparaît donc comme la cible unique. C'est à cause de lui que le projet n'est pas le même que celui de Giscard. Il serait donc extrêmement dur pour Fourcade de rester au ministère des Finances si son projet est mis au rencard. La réponse sera sans doute donnée jeudi, date du vote de la loi.

Souscription

ANCIEN TOTAL 142 725,60

Sympathisante Arcueil	200,00
S.R. Mandeure	100,00
H.D. Paris	100,00
L.M. Lille	100,00
Quelques sous pour Rouge	100,00
D.B. Sedan	60,00
J-P.G. Reims	100,00
Un prof d'archi Paris 14	50,00
B.-J.L. Toulouse	100,00
D.S. Montreuil	100,00
R.P. Préposé PTT	100,00

NOUVEAU TOTAL 143 835,60

La préparation des municipales

LE PARTI COMMUNISTE FAIT DES CONCESSIONS

Comme prévu, le comité central du parti communiste, réuni ces deux derniers jours, a décidé de proposer une nouvelle base d'accord national au parti socialiste pour la constitution de listes d'union de la gauche, lors des municipales de 1977.

Les concessions du PC sont de trois ordres. Premièrement, les élections qui seraient prises en compte pour la répartition des sièges entre les uns et les autres ne seraient pas les précédentes municipales de 1971, où le PS se relevait à peine de sa débâcle de l'élection présidentielle de 1969, mais les législatives de 1973. Deuxièmement, les communistes s'engageraient à une solidarité effective dans la gestion municipale, ce qui exclurait les refus de votes budgets locaux, comme cela s'est produit plusieurs fois dans des municipalités à direction socialiste. Troisièmement, les bureaux municipaux des villes dont le maire est communiste seraient largement ouverts au PS et aux radicaux de gauche, sur la

« base de l'influence de chaque parti ».

Hostiles à tout accord national pour les villes de moins de trente mille habitants, les dirigeants du PS vont donc devoir faire connaître leur position face à ces nouvelles propositions. Les deux dernières répondent notamment à l'essentiel des critiques qu'avait adressées au PC François Mitterrand lors de son discours au congrès socialiste de Dijon. Il est toutefois peu vraisemblable que les socialistes changent de position sur le fond. L'évolution des communistes permettra sans doute une répartition plus aisée des sièges là où il y aura liste commune dès le premier tour. Mais l'accord national se transformera probablement, au cours de la prochaine rencontre au sommet des « leaders de la gauche », en une déclaration de principe laissant la porte ouverte aux fédérations départementales pour négocier des listes communes ou séparées dans les communes de moins de trente mille habitants.

Pierre Julien

LE TERRORISME D'ETAT



Dans une déclaration récente, Poniatowski, a fait savoir qu'il allait mettre en œuvre de gros moyens afin de lutter contre le terrorisme international. « C'est un phénomène assez nouveau qu'il va falloir connaître, pénétrer... Cela peut demander des mois comme pour la grande criminalité un an ou un an et demi. Nous démantèlerons ces différentes organisations terroristes. Certaines d'ailleurs le sont déjà, c'est le cas des anarchistes du GARI ». Ce faisant, le ministre de l'Intérieur tente de démontrer comme l'avait fait Marcellin, que banditisme et politique ne font qu'une seule et même chose à combattre. Ce qu'il a oublié de préciser, c'est que pour ce faire il passe des alliances avec les policiers de Franco, les tortionnaires du Brésil. La véritable internationale terroriste, c'est bien celle de cette grande union de la répression.

OU EN EST LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ?

par Denis Berger

3/LES RAISONS D'UN CHANGEMENT

Qu'est ce qui a déterminé le tournant du Parti communiste français ? Qu'est-ce qui peut amener des cadres qui, pendant des années ont été inconditionnels de la ligne de Moscou à faire preuve d'impertinence, voire d'indépendance à l'égard du parti-guide ? Soyons surs que les questions de principe ont compté pour peu. Il n'est que de voir comment les dirigeants du parti français escamotent, ainsi que le souligne Louis Althusser, toute étude sérieuse sur les origines de la dégénérescence de l'Etat soviétique, pour s'en persuader. Ou encore, avec quelle légèreté ils se débarrassent de la dictature du prolétariat.

En fait, c'est par nécessité que le PCF a modifié son attitude, parce que les nouveaux rapports de forces qui s'établissent dans le monde l'obligent à changer, de peur de perdre l'essentiel de son influence.

La révolution contre les positions acquises.

Depuis plus de vingt-cinq ans, l'impérialisme a connu, dans le monde entier, une série de défaites. Tout a commencé, sans doute, avec la victoire de la révolution chinoise en 1949. Ont suivi, ensuite, l'indépendance de la plupart des nations colonisées, Cuba, l'Algérie. Plus récemment, le triomphe de l'Indochine, l'Angola.

Enregistrer ce succès ne signifie pas croire à l'effondrement de la bourgeoisie internationale. Celle-ci possède d'immenses capacités contre-révolutionnaires : elle a pu, elle peut encore marquer des points, comme en Amérique latine. Il n'en reste pas moins que, sur le fond de la crise économique, la réalité première de l'heure est la montée quasi-universelle des luttes de masse. Dans un nombre considérable de pays, la possibilité de changements révolutionnaires est inscrite dans les faits.

Le « mouvement communiste mondial » - cet ensemble de partis

bureaucratiquement dirigés par l'URSS - a été une des premières victimes de la situation nouvelle. Il a éclaté sous la pression des luttes révolutionnaires, plus fortes que la « ligne générale » de défense exclusive de la diplomatie soviétique. Sur des orientations diverses, Yougoslavie, Chine, Vietnam, Corée, Roumanie ont pris leurs distances, au nom de leurs perspectives nationales. De nombreux partis communistes, Italien et Espagnol en tête, proclament publiquement qu'ils ne veulent plus s'en laisser compter.

Une telle dispersion ôte une grande partie de son efficacité à l'appartenance au mouvement international. A l'époque où l'URSS apparaissait comme la barrière de la gauche contre la fascisme ou quand, du temps de la guerre froide, elle pouvait passer pour la tête du camp anti-impérialiste, il était payant de rester, quoi qu'il en coûtât, dans son orbite. Aujourd'hui, les inconvénients l'emportent sur les avantages : l'Union soviétique est attachée d'abord au maintien de la détente (lire : l'accord de sommet avec les Etats-Unis). Ses exigences sont le plus souvent contradictoires avec le déroulement des luttes politiques de chaque pays : on se rappelle qu'en pleine campagne présidentielle, l'ambassadeur soviétique a rendu à Giscard l'hommage d'une visite officielle.

Voilà une des raisons de l'audace, au demeurant tardive, que Marchais met à critiquer ceux qu'il approuvait totalement naguère.

La fin d'un monopole.

Mais l'horizon international n'est pas le seul sur lequel sont fixés les yeux de ceux qui affirment que leur politique se fait à Paris et non à Moscou. L'Europe occidentale est secouée par un tremblement de terre dont la révolution portugaise a été la première manifestation. L'Italie bourgeoise est au bord de la faillite.

L'Espagne vacille sur les fondations du franquisme. En France, rien n'a été aussi mal pour l'ordre établi depuis 1967. Le mécontentement populaire peut susciter de grandes luttes ; dans une première phase, il s'exprimera vraisemblablement par l'arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir.

L'odeur des antichambres surexcite tous les états-majors politiques qui, cherchant à occuper la meilleure place dans le sprint, ont besoin d'un maximum de puissance. C'est là que le PCF se trouve plus que gêné. Il ne peut plus prétendre exercer le monopole de représentation de la classe ouvrière. Nous ne sommes plus à l'époque de Guy Mollet où une SFIO exsangue avait perdu, à force de compromissions, l'essentiel de son audience sur les travailleurs. Le PS de Mitterrand recrute et influence de nombreux salariés, pousse ses antennes dans le mouvement syndical, à la CFDT notamment. Bien plus, il a dépassé régulièrement le PCF lors de chaque élection.

Débordés sur leur droite, les dirigeants du PC doivent aussi se garder à gauche. Les révolutionnaires, bien que divisés, bien que moins influents qu'en Italie, ont acquis droit de cité dans le mouvement ouvrier. Ils sont présents dans beaucoup d'entreprises, mènent des luttes, sont écoutés, même par ceux qui ne les suivent pas totalement. Le PCF ne peut plus agir à sa guise et il doit tenir compte dans ses calculs de cette force nouvelle : elle est encore bien faible, mais l'exemple portugais montre que dans les moments de grande tension, elle peut se développer plus que rapidement.

Donner des garanties

Quiconque voit fondre ce qu'il pensait être sa propriété doit donner des garanties s'il veut éviter de perdre tout son acquis. Il en va ainsi au Parti communiste. S'il veut éviter de voir son

électorat aller vers les socialistes, il faut qu'il persuade tout un chacun qu'il n'est plus le même, qu'il joue vraiment le jeu de la démocratie parlementaire. Mais il ne peut ignorer, en même temps, les critiques qui viennent de sa gauche. Tâche difficile, aux implications contradictoires. Le XXII^e congrès a tenté de la résoudre en insistant sur le caractère irremplaçable du parti (parti marxiste d'avant-garde, parti de classe) et en jetant le bouchon très loin vers la droite (abandon de la dictature du prolétariat en vue d'une union de tout le peuple, hormis les monopoles).

Mais, c'est évidemment à droite qu'il faut avant tout convaincre. Marchais entend assurer son emprise sur les couches de travailleurs et les classes moyennes qui restent persuadées de l'efficacité des luttes électorales. C'est à eux qu'il faut donner des garanties. Critiquer l'Union soviétique, c'est montrer que l'on n'a rien à voir avec les infamies de la répression. C'est aussi donner de la vraisemblance aux proclamations d'indépendance nationale et, du même coup, pouvoir mener une bataille en direction des électeurs gaullistes. Abandonner la dictature du prolétariat, aujourd'hui le marteau, demain la faucille, et peut-être le drapeau rouge, c'est accepter l'Etat tel qu'il est et tel qu'il fonctionne, en montrant que toute référence révolutionnaire n'a plus cours dans le « socialisme aux couleurs de la France ».

Oui, il y a bien un tournant du Parti communiste français. Mais bien naïf qui y verrait un aspect progressiste parce qu'on n'encense plus Staline et qu'on tolère que des voix discordantes se fassent entendre dans les conférences fédérales. Le tournant en question est un tournant à droite, inspiré par un souci d'adaptation : adaptation à la montée des luttes en Europe en vue d'une intégration plus profonde à la société bourgeoise.

Demain : « Rompront-ils avec l'URSS ? »

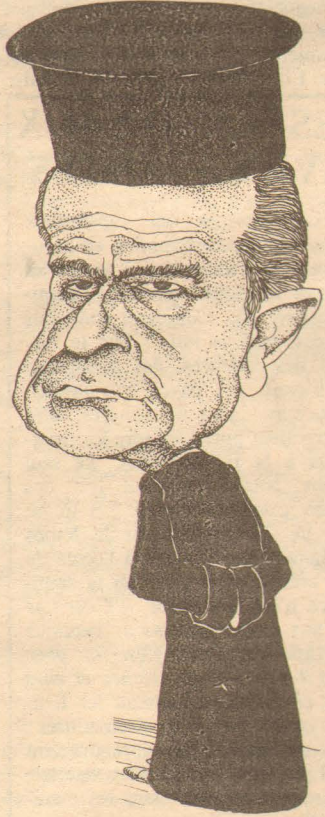
A la demande de Lecanuet et du gouvernement

LE SUBSTITUT CECCALDI SERA-T-IL SANCTIONNÉ ?

Selon des informations parues dans le journal communiste *la Marseillaise*, le ministre de la justice aurait officiellement engagé la procédure disciplinaire à l'encontre du substitut Ceccaldi qui a refusé de rejoindre son nouveau poste d'Hazebrouck. On se souvient que le substitut, membre du syndicat de la magistrature, estimait que cette mutation était une sanction déguisée, visant à étouffer le scandale des ententes pétrolières dont il suivait le dossier sans tenir compte des interventions de la Chancellerie lui demandant de requérir un non-lieu. Lecanuet avait menacé de saisir la commission de discipline du parquet au cas où Ceccaldi persisterait dans son refus. De son côté le syndicat de la magistrature avait convoqué le dimanche 16 mai un congrès extraordinaire qui avait décidé du principe d'une grève des magistrats dans le cas où des poursuites disciplinaires seraient engagées.

La question qui se pose maintenant est de savoir si le moment est venu de mettre en pratique le texte voté. Au syndicat de la magistrature on s'étonne des informations de *La Marseillaise* qui ont été reprises mardi matin par une radio périphérique, alors que ni le substitut Ceccaldi, ni le syndicat n'ont été officiellement prévenus. On a tendance à y voir une fuite organisée, comparable à celles qu'avaient suscitées la Chancellerie dans une affaire similaire (affaire Baudot). Quoiqu'il en soit, dès qu'il sera officiellement prévenu, le syndicat réunira ses instances dirigeantes et donnera sa position dans les 24 heures.

La réunion de la commission (composée de sept membres, sous la présidence du procureur général et de la cour de cassation dans les faits tous désignés par le pouvoir) serait un indice de la volonté gouvernementale de maintenir sa pression -et si nécessaire sa répression- sur la fonction publique. Malgré les tentatives de conciliation, faites notamment par M. Braunschweig, président de l'union syndicale des magistrats, Lecanuet, qui n'a toujours pas répondu favorablement à la demande d'audience présentée par le syndicat



de la magistrature, aurait décidé de pousser plus avant. Ce ne serait qu'une conséquence logique de sa déclaration devant le sénat annonçant qu'il saisirait la commission de discipline qui « statuera, et ainsi on aura une jurisprudence ».

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : promouvoir une jurisprudence administrative qui permette, par la bande, de remettre en cause les garanties constitutionnelles de la fonction publique. A cet égard le cas Ceccaldi constitue un test. S'il devait poursuivre dans la voie engagée le gouvernement affirmerait par là que les inconvénients politiques d'une grève de la magistrature sont moins grands que les avantages qu'il pense pouvoir en tirer d'une épreuve de force dont il espère sortir à son avantage, notamment en renforçant son contrôle sur tous les fonctionnaires. Un tel choix ne manquerait pas d'accréditer toutes les rumeurs sur la constitution au sein des ministères de commissions d'épuration aussi clandestines qu'informelles.

Georges Marion

AUJOURD'HUI 18 h 30 A OBERKAMPF MANIFESTATION SOLIDAIRE DU PEUPLE IRANIEN

Le représentant de la dictature iranienne, Hoveida, vient d'être reçu par le représentant du gouvernement français. Cette entrevue s'est traduite par des marchés qui rapporteront sans doute de fructueux bénéfices aux capitalistes français. Mais, dans le même temps, en Iran, la Savak (police politique) traque, torture et tue. Cette visite a lieu au moment où le régime fasciste du Shah vient d'assassiner 22 militants révolutionnaires - dont la plupart étaient membres de l'Organisation des guérilleros fédayins du peuple d'Iran (OGFPI) -, puis 10 étudiants dans une manifestation de protestation à Téhéran.

Les organisations soussignées s'élèvent avec indignation contre la venue du représentant de la dictature sanguinaire iranienne, dénoncent les récents assassinats en Iran et appellent tous les démocrates, tous les révolutionnaires, à manifester leur protestation et leur soutien à la lutte du peuple iranien et à participer à la manifestation appelée par l'Union des étudiants iraniens de France le mercredi 2 juin à 18h30, au métro Oberkampf, et soutenue par : LO, l'OC-Révolution, l'OC-GOP, le PCR, l'UJCR, la Cause du PEUPLE, l'UCF(ml).

La LCR, contactée seulement vendredi en vue de cette manifestation, la soutient mais n'a pas signé l'appel dans la mesure où elle a été contactée trop tard pour mobiliser ses militants.

Au procès du patron de la cave d'Aléria

DEPEILLE PASSE AUX AVEUX

- Les ententes viticoles reconnues
- Le contrat bidon
- Protocole de complaisance sur le dos des viticulteurs corses

Rebondissement dans l'affaire de la Covirep examinée par la 11^e Chambre correctionnelle. Delpelle, PDG de la Sovincor, dont la cave à Aléria a été occupée les 21 et 22 août 1975 par Siméoni et ses amis, est revenu sur ses déclarations de la veille. Il a reconnu que le protocole d'accord signé le 15 mai 1974 entre sa société, la Sovincor, Evita de M. Wormser, Covirep de M. Boyer, la société des Frères Cuaz et la société Infantes/Europe n'était qu'un habillage destiné à empêcher sa société de déposer son bilan. Par ce protocole, M. Delpelle s'engageait à vendre sa récolte 75 à toutes ces sociétés qui la lui payaient immédiatement. Mais, devait préciser le PDG de la Sovincor, il était bien entendu que cette transaction destinée à permettre la survie de sa société serait annulée au moment de cette récolte. M. Boyer, interrogé sur ce protocole, devait déclarer que, pour lui, la récolte 75 veut dire campagne 74, donc il n'ait l'achat un an et demi à l'avance de cette récolte. De plus, il précisait qu'il comptait bien sur la fourniture de ce vin.

Mais alors, si ce contrat était réel, devait déclarer M. Delpelle, pourquoi ne m'avez-vous pas assigné à livraison lorsque vous avez vu que les 65 000 litres de vin n'étaient pas livrés ». Bien que tous ces autres inculpés nient le fait que ce protocole soit un contrat de complaisance, il est de plus en plus évident qu'il y avait bien un « trust » viticole pied-noir destiné à chapeauter toute la viticulture corse.

Le syndic de la société des frères Cuaz devait déclarer : j'ai l'impression que les frères Cuaz et Juncqua avaient de très bons rapports, la solidarité des pieds-noirs jouait, ils avaient de fréquentes réunions entre eux. Les frères Cuaz reconnaissent qu'ils avaient toujours fait une comptabilité « liée » entre leurs affaires personnelles

estimées à 20 millions de N.F. et les affaires de leur société. Boyer, interrogé sur l'aide apportée à M. Wormser, directeur d'Evita, la justifie par une amitié vieille de 40 ans qui, toutefois ne lui aurait pas permis de connaître les 13 condamnations en dix ans dont celui-ci a été frappé. Interrogé sur le brusque déficit de sa société, chiffré en un an à 4 millions de NF pour 1974 de pertes, il déclare ne pas s'en être rendu compte avant 1975. Voilà un patron bien renseigné sur sa société.

Les juges de la 11^e Chambre correctionnelle n'auront pas la tâche facile pour démêler les intrigues de ces six sociétés alors qu'à l'évidence, certains mentent effrontément.

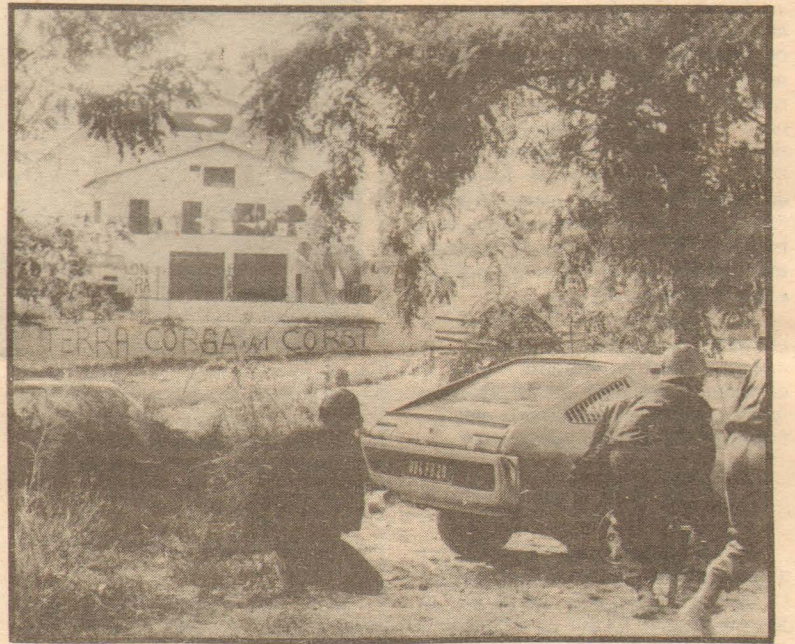
Mais déjà un coin du voile vient d'être levé par les aveux de Delpelle

qui nous montrent comment une poignée d'argousins ont pu contrôler 50 % de la production vinicole corse et l'emmenner à la déchéance.

Ce qui, à juste titre, devrait déboucher sur les événements d'Aléria qui, pour le Dr Simeoni et ses compatriotes étaient un moyen d'attirer l'attention sur le scandale. Il est dommage que les juges de la Cour de sûreté de l'Etat ne puissent assister au procès de la 11^e Chambre qui aurait pu avoir lieu avant et non pas en même temps. Il aurait apporté un jour nouveau sur une affaire où l'on ne veut chercher que si les uns possédaient des fusils mitrailleurs sans voir le fond des problèmes.

Jean Gilbert, du CAP

L'assaut contre la cave d'Aléria occupée par les autonomistes corses (Sipa-Press).



Au procès des autonomistes corses

LES DECONVENUES DE L'ACCUSATION

Hier au procès des autoimistes corses, le défilé des témoins de l'accusation s'est poursuivi. En premier lieu, ce furent quatre membres du « clan Depeille » qui vinrent expliquer combien fut grand leur traumatisme lorsque le 21 août au matin, ils furent réveillés par vingt hommes en armes. Témoignages par ailleurs passablement contradictoires quant aux armes, utilisés par les inculpés. Un des témoins aurait vu une mitraillette tandis que les autres n'ont aperçu qu'un pistolet automatique. En définitive, ce fut la femme de Jacques Depeille qui eut le pot de la fin : « Il y a quinze ans nous avons dû déjà partir. Deux fois, c'est scandaleux ». Puis vinrent à la barre MM. Albertini et Bertrand qui devaient apporter la preuve éclatante qu'il y avait bien des tireurs dans les vignes, côté mer. Rappelons que cela a été nié par l'accusation jusqu'au commencement du procès, mettant ainsi sur le dos des inculpés la mort des deux gendarmes. Or le récit d'Albertini, confirmé point par point par Bertrand ne laisse plus aucun doute sur l'existence de ces « snippers » : « J'étais parmi les curieux lorsque les forces de l'ordre se sont avancées pour l'assaut. C'est alors que j'ai vu cinq de mes voisins tirer sur les gendarmes. Deux avaient des pistolets, type P38, deux des fusils de chasse et un, une carabine. Puis, lorsque les forces de l'ordre ont progressé, ils se sont enfoncés dans les vignes, continuant à tirer ». Prenant la parole, Edmond

Simeoni mettait en évidence l'incurie totale de la « police » puisque le sous-préfet Guérin, responsable de l'assaut n'avait même pas été mis au courant de ce que plusieurs de ses hommes avaient été pris pour cible quelques minutes avant le drame.

Avec le dernier témoin, Ange Poli, dirigeant du CDJA, blessé par balle au moment où il se rendait à la tête d'une délégation à la ferme Depeille, devait débiter le vrai procès politique. Poli expliquait les difficultés des agriculteurs corses ; mieux le CDJA avait envisagé l'occupation de la ferme d'un gros propriétaire escroc Infantes. L'avocat général s'insurgeait alors de ce que la justice n'ait pas été saisie de cette affaire. « Les pouvoirs publics nous p'avaient déconseillé, nous expliquant que nous risquions de tout perdre », rétorquait Poli, appuyé par Fieschi, l'un des inculpés, transporteur de son état, qui s'était trouvé dans le même cas. « Monsieur, il y a une différence entre la justice et les pouvoirs publics », lançait alors le procureur. « Pas en Corse, pas dans une colonie ; si il y avait une justice, vous n'auriez pas à nous juger en Cour de sûreté de l'Etat », déclarait alors Edmond Simeoni, abordant ainsi le fond de l'affaire d'Aléria.

Aujourd'hui, c'est au tour de Libert Bou de venir à la barre. Un témoignage attendu qui permettra de traiter sur le fond de la situation de l'île.

Gabriele Pietri



Edmond Simeoni

Pas de sursis pour un militant du CAP !

• La 9^e chambre de la cour d'appel de Paris, confirmant le jugement de Nanterre a révoqué totalement le sursis de Jean Lapeyrie, militant du Comité d'Action des Prisonniers. Dans une lettre au JAP de Nanterre, celui-ci déclare : « Ça y est, votre justice est faite. L'administration pénitentiaire aurait préféré que vous agissiez autrement. Vous avez introduit l'ennemi dans la place. D'autre part, vous avez le mérite de m'ouvrir les yeux sur la réalité répressive et dangereuse de l'application des peines. » Lapeyrie a décidé de se pourvoir en cassation.

Blanchisseries de Grenelle

SAVEZ VOUS COMBIEN VAUT UN GORILLE ?

Malgré l'intervention de la police pour évacuer l'entreprise, dimanche dernier, la lutte tient bon aux Blanchisseries de Grenelle. Elle dure déjà depuis six semaines. Aux Blanchisseries, les conditions de travail sont éprouvantes : on y passe sa journée dans une chaleur étouffante. C'est le bain de vapeur permanent. Le personnel, une majorité de femmes, une majorité d'immigrées, est résolu à faire céder la direction. Nous avons interviewé deux militantes et un militant CGT.

• Les blanchisseries de Grenelle, quel est-ce que c'est ?

C'est d'abord des conditions de travail très difficiles, et des salaires très bas : la majorité des travailleurs sont payés au SMIC horaire (1350 francs pour 174 heures de travail). A longueur de journée, ils doivent subir des brimades racistes de la part de la maîtrise (70 % du personnel est d'origine étrangère, dont 50 % travaillent à la production). C'est la menace de licenciement de deux livreurs qui a fait éclater la grève, le 23 avril dernier. Elle est suivie par 90 % du personnel.

• Dimanche dernier, après six semaines de grève avec occupation, les flics ont évacué l'usine.

Ils sont venus à 5 heures du matin : sept cars de flics, les chiens et les gorilles de la société Vidéo sont venus pour vider l'usine. C'est le moment où le piquet de grève est fatigué et le moins nombreux. Il n'a pu opposer aux flics qu'une faible résistance. L'usine est évacuée. Aussitôt les travailleurs ont organisé la solidarité et la popularisation.

Le local CGT a été mis à sac. Toutes les affiches ont été déchirées. Ils

ont tout mis par terre. Toutes les photos prises pendant la grève ont été piquées. Le matériel sono aussi. Et deux gorilles, qui étaient allés parler avec les travailleurs, sont partis.

• Combien a coûté cette opération ?

600 francs par gorille pour douze heures avec chiens (une quinzaine de gorilles protègent actuellement l'usine). Si on ajoute le fric donné aux flics et à la société Vidéo, il est certain que les revendications des travailleurs auraient pu être satisfaites. On demande : 1800 francs pour tous minimum, 11,50 francs de l'heure, 5 % d'augmentation pour les salariés, l'incorporation des primes dans le salaire. On refuse le travail à la production : en particulier pour ceux qui travaillent à l'atelier de préparation du linge, on leur demande

dé préparer 40 paquets à l'heure, ce qui est impossible. On lutte aussi pour la baisse des cadences.

• Où en est la lutte aujourd'hui ?

Lundi, une quarantaine de jaunes ont repris le travail (sur 800 travailleurs). Le patron a accepté que des négociations aient lieu, puisque l'usine était évacuée. Il les a suspendues rapidement, car les jaunes s'étaient fait siffler. Elles doivent reprendre demain.

LESFEMMESAUX AVANT-POSTES

Les femmes ont rapidement montré leur détermination en participant majoritairement à toutes les formes de lutte, meetings, manifestations, etc. Comment sont-elles entrées dans la lutte ? Sur le ras-l'bol des cadences, des conditions de travail, des payes très faibles. Beaucoup sont filles-mères, elles n'arrivaient plus à joindre les deux bouts à la fin du mois. Le seul acquis pour celles qui ont des gosses c'est d'arriver à 7 h 30 au lieu de 7 h pour avoir le temps d'amener leurs enfants à l'école ou à la crèche. Mais bien sûr la demi-heure n'est pas payée. « C'est une de nos revendications », explique une gréviste « rien n'est fait pour elles, il y a peu de crèches et elles sont chères ». Maintenant les femmes sont les plus déterminées ; elles ne veulent pas reprendre tant qu'il n'y aura pas satisfaction totale des revendications. Dans les manifestations, elles se faisaient remarquer par leur dynamisme. Lors d'un meeting, l'une d'elle a pris la parole : c'était vraiment très bien, elle fut très applaudie. Quand lundi 24 des travailleurs ont bloqué les périphériques, les femmes étaient nombreuses. Elles étaient là aussi quand il fallut repousser la maîtrise qui avait fait un piquet anti-gréviste pour empêcher l'entrée de l'usine.

L'oppression des femmes ? Elles n'en ont pas parlé. « Bien sûr », disent-elles, « nous voulons l'égalité entre l'homme et la femme, mais ce que nous voyons actuellement, c'est l'égalité dans l'exploitation à l'usine. C'est contre cette exploitation avant tout que nous nous battons. »

Correspondante.

Houillères du Nord-Pas de Calais

LA REPRISE... ET POURTANT !

Le travail avait repris, hier matin, sur tous les puits du Bassin. Les points de résistance qui avaient continué le mouvement lundi sont rentrés dans le rang. A Sallaumines, malgré le vote de lundi largement favorable à la continuation (62 %), de nombreux travailleurs s'étaient retrouvés au fond (plus de la moitié) le jour même. C'est à l'Escartelle où la détermination était très forte, que la reprise a été houleuse mardi matin, la direction de la CGT étant prise à partie.

La Fédération des Mineurs CGT présente ce mouvement comme un « sérieux coup de semonce » pour la direction et appelle à « rassembler les forces... pour, au moment opportun, frapper ensemble un grand coup. »

Et pourtant !

20 000 mineurs dans l'action, avec un contentieux énorme sur les salaires (1400 F par mois pour un mineur de jour au bout de 18 ans de service !), la nécessité d'un grand mouvement, absent depuis les grandes grèves de 1963 ; le moment n'était-il pas opportun ? Même si la combativité n'était pas égale dans tous les puits.

Cette combativité, elle s'est exprimée face à une attaque de la direc-



tion, il était possible de la concentrer sur quelques revendications claires, plate-forme de lutte et non pas catalogue de revendications et de proposer autre chose que 48h entre deux jours fériés.

Pas de consignes claires

Mais, au tournant de la lutte, lundi, la CGT n'a pas donné de consignes claires. S'abriter sur la notion de démocratie, de décision à la base dans un secteur où les travailleurs restent éclatés par petites unités de production, où les syndicats constituent le seul moyen de centralisation, c'était refuser de fait de « frapper ensemble un grand

coup ». De même, le superbe mépris observé à l'égard de la CFDT n'a pas contribué à « rassembler les forces », au contraire.

Les revendications restent

Ces 48h auront montré à la direction des Houillères qu'elle ne pouvait se permettre d'importer quelle provocation. Mais les revendications restent. Les mineurs sont toujours prêts à se mobiliser contre les salaires de misère, contre leurs conditions de travail et la remise en cause de leurs acquis. Se préparer à frapper un grand coup, c'est aussi tirer le bilan de la conduite de l'action.

LA FETE DE LUTTE OUVRIERE

Rouge a interviewé un camarade de Lutte Ouvrière responsable de la fête qui se tiendra les 5, 6 et 7 juin, à la Pentecôte, à Mériel.

Vous avez été les premiers, parmi les organisations ouvrières révolutionnaires, à lancer l'idée des fêtes après Mai 68...

Effectivement, nous avons été les premiers, dans l'extrême-gauche, à avoir organisé des fêtes. Mais nous ne sommes pas les premiers à y avoir pensé. C'est une tradition ancienne du mouvement ouvrier et socialiste. Seule l'éclipse du mouvement révolutionnaire explique la longue absence des fêtes d'extrême-gauche. Et la réapparition des fêtes, le succès qu'elles rencontrent sont une preuve de la vitalité de cette extrême-gauche. Cela ne peut que nous réjouir.

Quelles sont les caractéristiques de votre fête ?

Il s'agit évidemment de la fête de Lutte ouvrière. C'est le rassemblement de tous nos camarades, de tous ceux qui sympathisent avec notre combat, des milliers de travailleurs, de jeunes qui sont proches de nous. Notre fête témoigne d'un esprit démocratique et fraternel qui bannit tout sectarisme.

C'est la fête qui rassemble le plus de groupes politiques, de toutes les tendances de l'extrême-gauche (60 l'an dernier, 70 demandes de stands cette année). Il y a là un caractère d'échanges et d'information qui ne se rencontre nulle part ailleurs aussi large. Ceci est également rendu possible par l'étendue des services et de l'infrastructure de la fête : 300 stands, des forums, une bonne organisation matérielle.

La fête représente un gros effort militant. Cet effort n'est-il pas préjudiciable à vos autres activités ?

Accueillir quelques 30 000 personnes dans de bonnes conditions représente naturellement un effort considérable. La fête est d'ailleurs une activité militante, mais nous assumons également nos autres tâches militantes. Nous pensons d'ailleurs l'avoir clairement démontré en mai 1974 où notre fête s'est tenue quelques jours seulement après la fin de la campagne présidentielle qui avait mobilisé

toutes les énergies.

On reproche parfois à votre fête d'être « traditionnelle » et pas assez politique. Vous délaissiez les forums pour des activités beaucoup moins intéressantes.

Nous ne savons pas ce que vous entendez par le mot « traditionnel ». S'ils agissent de ce qui compose notre fête : stands, expositions, cinémas, spectacles, etc., force nous est de reconnaître qu'il s'agit là d'éléments indispensables à toute fête et que personne, à ce jour, n'en a inventé d'autres. Tous ceux qui parlent d'organiser des fêtes « différentes », rompant avec le « traditionnel », ne font que reproduire ce schéma, en jouant sur les différents éléments.

En ce qui concerne le spectacle, par exemple, on nous a reproché de faire appel à des « vedettes ». Nous avons pu constater que ceux qui nous adressaient ce reproche avant d'organiser eux-mêmes des fêtes n'ont pas procédé autrement, loin de là !

Quant aux forums, s'il est vrai qu'il n'y a pas de grands forums « spectaculaires » à la fête, il y a par contre plusieurs dizaines de

5-6-7 juin à Mériel

forums qui, sur l'ensemble de la fête, réunissent des milliers de participants. Cette formule permet à chacun de discuter et d'intervenir.

Comment se présente la fête cette année ?

Tout est prêt maintenant pour accueillir le public. Nous avons fait certaines modifications : création de nouvelles places, regroupement des stands par activités (stands de jeu, aires politiques). Plus de 200 artistes ont promis leur participation et nous avons l'intention de faire une animation importante dans la nuit du dimanche au lundi (bal, fest-noz...)

Et pour se rendre à la fête ?

La fête est desservie par des cars qui partent toutes les quinze minutes de la Porte de la Chapelle à partir du samedi 11 h 30. On peut aussi prendre le train gare du Nord (descendre à Mériel, ensuite navette gratuite) et y aller par la route.

Cette année, il y a un train spécial gratuit pour la journée du dimanche : départ à 14 heures de la gare du Nord.

en lutte

La Rochelle :

« LE BON SENS ET LA SAGESSE »

Malgré la reprise au début de la semaine dernière d'une partie du personnel de la CIT-Alcatel, l'ensemble des métallos de La Rochelle poursuit la grève amorcée il y a cinq semaines. Les premiers versements du fric collecté dans le cadre de la campagne de solidarité ont eu lieu au profit des grévistes particulièrement en difficulté.

Après le gala de solidarité de vendredi dernier, la popularisation se poursuit. Certains enseignants du CES Missy de La Rochelle sont en grève reconductible, affirmant leur solidarité dans l'action. Par ailleurs, après avoir envoyé ses flics contre les grévistes la semaine dernière, les patrons s'efforcent de démobiliser les travailleurs de diverses manières.

A Alstom, par exemple, il font porter du travail à domicile aux cadres, leur laissant entendre que s'ils refusent, c'est la porte. A la CIT, c'est le paternalisme : au cours de la dernière réunion du comité d'entreprise, le patron aurait proposé de payer un jour à tout le personnel, gréviste et non-gréviste, à l'occasion de la semaine de la voile. Quant à Crépeau, maire radical de gauche de La Rochelle, il en appelle « au bon sens et à la sagesse... afin de ne pas ternir l'image de La Rochelle ».

Aujourd'hui mercredi se réunit la commission départementale de conciliation. Mettra-t-elle un terme au conflit !

Correspondant.

SEP (Société européenne de propulsion) secteur aéronautique. Usine de Bordeaux.

En grève illimitée contre le licenciement d'un travailleur CFDT délégué au Comité hygiène et sécurité. Cette grève a débuté il y a un mois. La direction non contente d'avoir maintenu ce licenciement avait refusé de signer le protocole de fin de grève. Aujourd'hui, elle annonce 5 licenciements sans préavis dont trois délégués CFDT et 15 avertissements dont 14 délégués et militants CFDT et FO. Des AG de riposte doivent se tenir dans les trois centres et elles font suite à une grève du zèle qui s'est déclarée spontanément dans l'usine de Bordeaux. (Correspondant)

• Toutes les rames du métro à Paris se sont immobilisées pendant un quart d'heure hier matin, pour protester contre les agressions dont certains conducteurs ont été victimes ces dernières semaines. (AFP)

• La grève des tramonts toulousains déclenchée lundi à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO s'est poursuivie hier, pour les salaires, l'octroi de primes spéciales et les conditions de travail. (AFP)

• A l'hôpital psychiatrique de Rennes à l'appel de la CGT et de la CFDT, une grève de 24 heures a eu lieu hier pour 250 F pour tous, les 13 heures, 2000 F minimum. Elle a été très suivie. Un rassemblement a eu lieu, suivi d'une manifestation commune des 3 hôpitaux de Rennes qui s'est rendue jusqu'au CHU-CHR sur le mot d'ordre « Halte à la répression anti-syndicale ». L'ambiance était chaude.

(Correspondant)



Quarante ans après le 1936 des paysans

L'OFFICE DES CEREALES DEMANTELE

- L'office des céréales (ONIC) apparaissait, à sa création, comme un instrument de défense du revenu des petits et moyens paysans contre les spéculateurs
- Le reflux de la classe ouvrière, puis l'ouverture vers le marché commun ont finalement vidé de sens un acquis des paysans

1936...L'image immédiate est celle des usines occupées, des manifestations ouvrières. Mais on oublie souvent que la France de 36 est encore rurale. Le Front Populaire des travailleurs de la terre est mal connu, eux aussi eurent pourtant dans une certaine mesure leur juin 36.

La crise partie des USA en 1929 atteint la France au début des années 30. Dans le secteur céréalier, où les récoltes abondantes se succèdent, les stocks de blé s'accumulent, les cours s'effondrent. Les négociants en grain, les meuniers s'abattent sur les campagnes où ils achètent à vil prix le fruit du travail des petits producteurs.

De 1928 à 1935 le prix du blé payé au paysan passe de 150 à 50 F. Pour la masse des agriculteurs, c'est la catastrophe : les prix obtenus ne couvrent même plus les coûts de production.

Spéculateurs et compagnie

L'assise des gros producteurs leur permet de faire face à la crise. Grâce à leur capacité de stockage, ils peuvent attendre que les cours remontent pour vendre leurs stocks. La spéculation est à l'ordre du jour. Le négoce importe, casse les prix, enfin en un mot s'enrichit sur le dos des petits producteurs et des consommateurs.

Les gouvernements bourgeois qui

se succèdent de 1930 à 1935 s'avèrent incapables de répondre aux aspirations des masses rurales. Toutes les mesures prises de 1929 à 36, sous la pression de ceux qui restent la base sociale du radicalisme, visant à réglementer le marché du blé restent lettres mortes. Dans les coulisses du parlement ce sont les gros céréaliers qui tirent les ficelles : la loi de juillet 1933 fixant un prix minimum du blé (115 F) sera tournée systématiquement.

L'août 36 DES PAYSANS

A la veille de 36 le mécontentement paysan est à son comble les socialistes préconisent : « la fixation d'un prix convenable pour le blé...comme la hausse des salaires ». Le glissement de l'électorat paysan vers les partis ouvriers s'affirme aux élections du printemps 36. Les petits producteurs attendent des mesures concrètes du gouvernement Blum.

Le 15 août 1936, la chambre vote la création de l'ONIB (office du blé), qui garantit le prix du blé au producteur (140 F pour la campagne

36/37), instaure un système de livraisons aux coopératives dont le développement est favorisé (819 en 36 ; 1283 en 38) et qui sont seules habilitées à acheter les céréales. Les producteurs doivent être payés au comptant et un système de prix différenciés tenant compte de la quantité livrée favorise les petits producteurs. Enfin l'office se voit concéder le monopole du commerce extérieur des céréales.

Les loups hurlent !

Ces mesures limitées qui ne font qu'assurer aux petits producteurs un revenu plus stable déchainent les députés de la droite ; ils crient à la collectivisation forcée. Tout ce que le monde agricole compte de réactionnaire hurle à la mort. Les meuniers, les exportateurs, importateurs vitupèrent contre le monopole, les négociants parviennent à obtenir du sénat un amendement qui leur concède des prérogatives dévolues aux coopératives. L'AGPB (association générale des producteurs de blé) contrôlée par les gros céréaliers fait obstruction au parlement par députés interposés. La loi est finalement votée, mais il n'y aura pas de suites aux premières mesures de Front Populaire ; les possédants de la terre engagés dès août 36 dans le combat contre la « collectivisation », trouveront dès 37-38 des soutiens objectifs dans les hésitations des masses paysannes et le reflux de la classe ouvrière.

L'ONIB devenu l'ONIC (office des céréales) n'est plus dès 1940 une conquête du front populaire. Simple administration annexe du ministère du ravitaillement pendant la guerre elle devient un instrument de la politique céréalière dès que le libéralisme économique reprend ses droits.

Avec l'entrée de la France dans le marché commun le monopole des échanges extérieurs, la politique des prix garantis au producteur au niveau national sont abandonnés. Les négociants obtiennent la parité

avec les coopératives devenues elles-mêmes respectables entreprises capitalistes. Les activités lucratives des exportations sont florissantes. Europe capitaliste et rentabilité obligent ! Les petits producteurs font les frais de l'opération, eux qui fournissent pac leurs cotisations prélevées sur la récolte l'essentiel du budget de l'office.

Mais faire de l'Onic un simple rouage de la politique agricole commune n'a pas suffi. Dans un livre blanc, le syndicat CGT de l'Onic dénonce le démantèlement de l'office et illustre la volonté du pouvoir d'amenuiser encore le rôle de l'administration vis à vis du marché des céréales. De 1958 à 76, le personnel a été ramené de 1640 à 1100 agents. Les gros céréaliers ont créé des syndicats de label qui se sont appropriés les tâches de contrôle de la qualité des blés de l'office, le secteur « recherche » est laissé aux mains de l'AGPB, les missions économiques envers les coopératives ont été abandonnées. Par contre-coup le personnel subit une dégradation constante de sa situation salariale.

Le livre blanc (1) de la CGT a pour objectif de sensibiliser l'opinion publique sur la situation du personnel. En défendant « les missions » de l'office, il souligne qu'il y va de l'intérêt des agriculteurs.

Mais les gros producteurs se reconnaîtront-ils dans cet objectif et n'aurait-il pas fallu marquer plus clairement la recherche d'une alliance privilégiée avec les petits producteurs et leurs organisations (MODEF, Paysans-travailleurs, etc) face à la CEE agricole du capital ?

La Taupe agriculture

(1) En vente au syndicat CGT ONIC, 21 av. Bosquet 75007 Paris.

ATTENTION :

A la suite du licenciement d'une militante syndicale CFDT, le meeting contre la répression dans les écoles d'infirmières et les hôpitaux est reporté au **mercredi 9 juin**, à 18 h à la Bourse du Travail.

Paris Centre

SIX HEURES CONTRE LE CHOMAGE

Au 85 rue Charlot - Bourse du Travail -
AUJOURD'HUI 2 JUIN DE 18 H A 23 H :
- FORUMS « LES JEUNES FACE AU CHOMAGE »
« La lutte contre les expulsions »
« Les femmes et l'emploi »
« Unité des travailleurs avec et sans emploi »
- Un bar, une garderie
- Une animation permanente avec Jacques Gruson, les « CAR-MAGNOLE ».

Projection de montages vidéo et de films.

Cette initiative s'inscrit dans une semaine d'action du comité de chômeurs CFDT 1°.2°.3°.4°, soutenu par l'UL-CFDT, les sections locales de la LCR, du PSU, l'intercomité du Marais, les étudiants des Arts et Métiers, les groupes femmes du quartier et de nombreuses sections syndicales CFDT. PARIS

MONTRouGE

• Dans le cadre des 10 jours de lutte contre le chômage à Montrouge impulsés par le comité de chômeurs et l'UL-CFDT le jeudi 3 juin de 18h à 23h à la MJC de Montrouge 88 rue Racine sont organisées cinq heures contre le chômage, avec un film-débat sur la

lutte de Darboy, des chansons du comité de chômeurs et la participation de « Mass-dévia », « Germinal » et l'atelier « Théâtre d'Aujourd'hui ». Une exposition permanente est installée à la MJC, et une crèche sera organisée pour les cinq heures.

Correspondant.

BNP-Rouen

UN PIQUE-NIQUE ANIME

Les employés de la BNP-Rouen sont en grève depuis le 20 mai. Ils ont prolongé la journée nationale d'action par une grève de 24 heures reconductible qui se poursuit actuellement. Parallèlement aux mots d'ordre nationaux, une plate-forme locale est avancée, qui porte notamment sur la révision des salaires, le restaurant d'entreprise, l'augmentation des effectifs, en tenant compte de l'avis des délégués, l'aménagement des horaires d'ouverture et de fermeture pour toutes les agences...

La direction refusant toute discussion sur la plate-forme, les employés en grève décidaient d'occuper le hall de l'agence principale de Rouen et d'y installer leur banderole ainsi que d'y distribuer des tracts.

Hier après-midi, un pique-nique était organisé par les grévistes à l'heure du repas dans le hall. Des délégations des autres banques étaient présentes, ainsi que des travailleurs de l'Union mutualiste, de l'IMRO et des représentants de plusieurs sections syndicales. La direction faisant fermer les portes et constater par huissier que « la sécurité n'était pas assurée... des personnes extérieures à l'entreprise étant présentes ».

Correspondant

• Depuis le 13 mai, le personnel de l'Union mutualiste de la Seine-Maritime est en grève pour l'application de la convention collective nationale de la mutualité, l'amélioration des conditions de travail et l'embauche de personnel. Le président de l'UMSM se prétendant « social et mutualiste » a montré son visage de patron de combat : refus de négocier, tentative de passer par-dessus les syndicats, chantage au virement des payes.

Des piquets explicatifs se sont adressés aux adhérents mutualistes devant la pharmacie de Sotteville en expliquant leurs revendications et montrant que la satisfaction de celles-ci permettrait l'amélioration des services.

Pour l'aide financière : M. Tran, solidarité UMSM, 13 rue Lamartine. 76800 St-Etienne du Rouvray. CCP 158549 T Paris.

Correspondant.

• Si l'usine Comasec de Dreux vient de reprendre le travail sur une victoire partielle, la grève du magasin Radar continue. La presse locale observe un silence total sur cette lutte. Les travailleurs se battent sur la prime d'ancienneté qui n'est pas accordée nationalement. Il s'agit d'une lutte d'usure où de gros groupes financiers ont des intérêts importants.

Correspondant.

• Un « dispositif d'action » dans les entreprises de presse va être mis en place dans le courant de la semaine prochaine, après avoir été soumis aux travailleurs dans les ateliers. C'est la décision essentielle qui a été annoncée lundi à l'issue d'une réunion entre des représentants de tous les secteurs de la presse parisienne, des responsables de la fédération du Livre CGT et Henri Krasucki. (AFP)

TRIBUNE des luttes

COMMENT UNE BANQUE NATIONALISEE SE DEBARASSE D'UNE FILIALE EN DIFFICULTE

Communiqué

Groupe AVA (André Vidal et Associés, Organisation Paul Planus) l'un des premiers cabinets d'organisation fondés en France ; 130 salariés dont 100 professionnels, dans les domaines des relations de travail, de l'organisation, de l'informatique de gestion et de l'information industrielle.

1970 : Le Crédit Lyonnais acquiert 65 % des actions AVA.

1970-1975 : Dégradation progressive du carnet de commandes et de la clientèle, du fait du désintérêt complet du CREDIT LYONNAIS pour AVA : aucun investissement, aucune action de développement, aucun plan d'avenir, malgré les mises en garde et l'action permanente des élus du personnel et des syndicats.

Juillet 1975 : Blocage des salaires.

Octobre 1975 : Dénonciation par la direction de l'accord d'indexation des salaires.

Novembre 1975 : Le CREDIT LYONNAIS porte sa participation à 90 % du capital.

Décembre 1975 : Les dirigeants tentent de faire accepter par le personnel une réduction de salaire volontaire. A partir de janvier 1976, le personnel ne sait plus s'il sera payé à la fin de chaque mois. Février 1976 : Tentative d'instauration du chômage partiel ; cette mesure, attaquée par le comité d'entreprise, fait l'objet d'une suspension en référé en mars 1976.

Mai 1976 : Le CREDIT LYONNAIS trouve enfin le moyen de se dégager de ses responsabilités : il cède la majorité du capital d'AVA (51 %) à deux personnes privées, sans surface financière connue.

Le CREDIT LYONNAIS, directement et par le biais de la direction, refuse aujourd'hui toute négociation qui permettrait au personnel d'avoir des garanties sur son emploi, sur son salaire et sur l'avenir du groupe.

Les salariés du Groupe AVA constatent que le CREDIT LYONNAIS se débarrasse d'eux. Pourquoi ne pourraient-ils pas obtenir des garanties, alors que le CREDIT LYONNAIS en a donné d'importantes aux acheteurs pour les inciter à prendre le contrôle d'AVA ? C'est pourquoi, à l'appel de ses sections syndicales CFDT et CGT, le personnel d'AVA a fait une grève de 24 heures le lundi 24 mai et entend poursuivre l'action pour sauver son entreprise et son emploi.

Syndicat BETOR PUB/R.P.

MONTPELLIER

LES CRS FONT PASSER LES EXAMENS, CORRIGERONT-ILS LES COPIES?

Montpellier, le 30 mai - de notre correspondant -

Un dimanche comme un autre ? Pas tout à fait. « Ils » jouent aux boules sur le gravier. « Ils » sont allongés dans l'herbe interdite aux « visiteurs et aux étudiants » comme le rappelle un panneau. « Ils » ont pris racine, toujours là depuis une semaine. « Ils » « ce sont des gardes mobiles qui occupent le campus de la faculté des lettres depuis la tentative de boycott des examens le 24 mai dernier. Dans la journée, « ils » sont planqués dans les garages de la fac, ou devant l'entrée du campus, mais dès 19 heures ils sortent comme des cafards.

Le président de l'Université, M. Martel, est aux anges. Directeur du Centre d'Histoire Militaire, sa théorie est devenue pratique. Bibi, comme Bigard - c'est ainsi que l'appelle le personnel administratif - est à la tête des flics, dans et hors le campus, fait interpellé des

étudiants, décrète des « interdits de campus », menace des enseignants. C'est bien le « capitaine président » dont parle la presse locale.

La revanche de la droite

Du côté des enseignants, on accepte. Les « réacs » de la fac jouissent évidemment de leur fonction de flics. Jamais de toute leur carrière, ils n'ont été aussi présents, contrôlant les entrées, confisquant des cartes, et posant des sujets traités devant deux étudiants, dans leur bureau, à l'époque où ils rasaient les murs. Ils prennent leur revanche. Mais il y a aussi la fraction PCF du SNESup qui se refuse à demander le départ des CRS, et à exiger le report de la session ou même des examens passés alors que cent étudiants étaient arrêtés. Toutes choses que réclame pourtant l'UNEF. Ils sont donc, eux aussi, ces

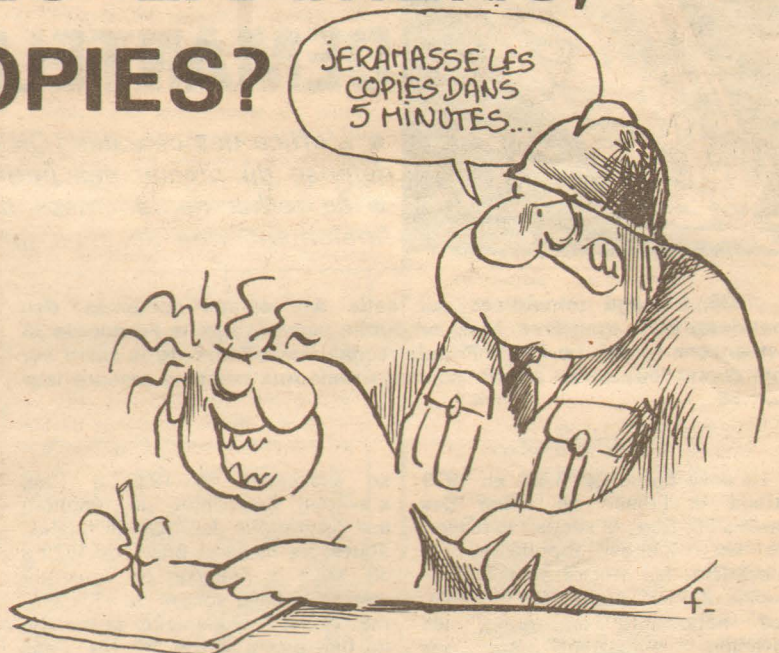
enseignants de gauche, aux portes pour contrôler les cartes. Tout ce beau monde, étonnement unanime, se félicite de la « liberté du travail enfin retrouvée. »

Copies obligatoires

Nombreux sont les étudiants qui désertent ou mieux viennent « boycotter » leurs épreuves, suivant en cela les consignes de l'ensemble des tendances du mouvement étudiants, sauf l'UNEF, qui, refuse des examens sous la terreur policière. Quarante six enseignants ont déclaré qu'ils ne « pourront pas considérer comme valables des examens passés dans les conditions actuelles ». Les quelques étudiants qui s'y présentent, s'ils ne sont pas interdits de séjour, sont filtrés par les flics, puis par les vigiles et certains profs. Rentrés dans l'amphi, leur carte est confisquée et ne leur sera rendue qu'en échange d'une copie signée. Si l'étudiant veut sortir avant une heure, il devra faire le coup de poing, car c'est interdit. Certains amphithéâtres écrivent sur leurs copies avant de sortir en force, « nous ne pouvons passer des examens dans de telles conditions policières ». Les profs eux-mêmes sont menacés s'ils refusent de donner des sujets. Ils sont totalement dépossédés de leur responsabilité pédagogique. Les irrégularités se multiplient.

250 F pour une dénonciation

Tout le monde ici se souvient des 24 et 25 mai, quand les CRS ont pris place. Cent personnes arrêtées. Au « fichage anthropométrique », se retrouvaient pêle-mêle des étudiants venus passer leurs épreuves, des gens qui faisaient du stop, les participants d'une « nuit du cinéma » dans un local voisin de la fac, un dentiste, ... Les flics ont proposé 250 F à une étudiante pour donner le nom d'une fille à côté d'elle sur une photo. Deux étudiants sont toujours emprisonnés, déferés au parquet pour violences envers le « service d'ordre ». L'un est comédien au



Théâtre à Emporder. L'un des inculpés est accusé par un « membre de l'administration » qui n'est même pas inscrit sur les listes du personnel de la fac. La faculté des sciences a été le théâtre des violences policières. Des membres du personnel de recherche, transportant des produits chimiques, ont failli être embarqués. Les CRS ont chargé à l'intérieur d'un laboratoire de géologie, prenant pour des pavés des cailloux que les étudiants préparaient pour leurs travaux pratiques. Les activités de la fac sont suspendues.

La démocratie contre les boycotts militaires

La riposte étudiante a du mal à s'organiser. En particulier en raison de l'irresponsabilité de courants « spontanéistes » qui usurpent le titre d'« assemblée générale de Lettres », alors qu'ils refusent tout vote en AG et que tout se prépare dans des commissions qui décident au nom du mouvement. Ces « boycotts militaires » comme ils se nomment eux-mêmes érigent la manipulation en théorie et vont jusqu'à utiliser la violence à l'intérieur du mouvement. Certains ont agressé des étudiants de l'UNEF le 25 mai, puis deux militants de la LCR. Ils ont inscrit sur le tableau d'un amphi, « nous écraseront la racine gauchiste ». Des mots qu'on

à déjà vu ailleurs. Seul le PSU, la LCR et l'AJC ont dénoncé en commun ces violences ; Révolution ne s'y joignant pas. Il est urgent de reconstruire la démocratie du mouvement, de lui redonner son caractère massif face à de tel « examens ». Ce n'est pas à coup de barre ou de « coks » (molotov) que la démission de l'administration reculera. A la base, dans les sections, la lutte reprend. Un dossier, rassemblant des témoignages sur les « conditions normales et régulières » telles que l'exigeait Saunier-Seïté pour le passage des examens, est en préparation.

• Rassemblement aujourd'hui à 14 heures devant le Palais de Justice de Montpellier pour défendre les deux inculpés.



TRIBUNE des luttes

Les enseignants non-titulaires en lutte

Dans une lettre au SNES en date du 8 avril, le ministre Haby reconnaît officiellement que 2000 enseignants titulaires n'ont pas été réemployés l'an passé. Aucune entreprise privée n'a licencié autant de travailleurs d'un seul coup. Dans ces chiffres, il n'est question que des auxiliaires du second degré mis au chômage. On ne parle pas des autres chômeurs : les instituteurs remplaçants ou suppléants. Il n'est pas non plus question de tous les maîtres auxiliaires qui sont en situation de chômage partiel.

Le plan de résorption de l'auxiliaire qui a eu beaucoup d'échos dans la presse ne concerne que 80 000 non titulaires sur 224 000. Parmi les 80 000, 14 500 ont été titularisés cette année. Ce plan, en admettant qu'il soit reconduit au même rythme, ce qui n'est garanti par aucun engagement, prévoit le licenciement de 18 000 non-titulaires dans parler ce ceux qu'il ne concerne pas.

Tous les non-titulaires se sentent donc menacés. Au centre d'examen de Paris, les candidats au concours interne des CET en lettres-histoire ont refusé de composer, dénonçant l'hypocrisie du concours qui offre 62 postes pour 2000 candidats. (...)

Dernièrement des mouvements de boycott ont eu lieu dans d'autres disciplines. Autour de cette initiative spontanée s'est constitué dans la région parisienne un mouvement des non titulaires en lutte de l'Education Nationale. Il s'adresse à tous les non-titulaires de l'Education Nationale, enseignants et non-enseignants, et veut regrouper* titulaires et non-titulaires, syndiqués ou non-syndiqués, sur la base de titularisation immédiate de tous les non-titulaires. Il engage dès maintenant une campagne pour le réemploi de tous les non-titulaires sur poste complet à la rentrée 1976. Il se structure par département : ainsi dans le 94, un collectif s'est constitué à partir de représentants d'une douzaine d'établissements.

Cette lutte s'organise autour des actions suivantes : engagement pris dans les établissements par le personnel (AG, intersyndicale, individus) de faire grève dès la rentrée si les non titulaires de l'établissement ne sont pas réemployés sur poste à temps complet ; refus collectif des heures supplémentaires (400 postes sont assurés ainsi dans l'académie de Créteil) ; refus des suppressions de sections et de l'orientation des élèves en fonction des places disponibles.

Le mouvement des non-titulaires en lutte exige des garanties précises et écrites du ministère et de ses représentants dans les académies. Il appelle tous les enseignants et les sections syndicales à se rendre au rectorat de l'académie de Créteil où se réunit le CAPA, pour le classement des M.A., sous la présidence du recteur pour obtenir des engagements écrits : le mercredi 2 juin, à 9 h précises, métro Créteil l'Echat.

AG de bilan de la journée le même jour à 19 h, amphi 44, Jussieu. Permanence : tous les mercredi de 10 h à 18 h, Jussieu, tour centrale, bureau 412, tel : 336.25.25.

Les parias de l'enseignement

137 instituteurs remplaçants de la Seine-St-Denis ont reçu le 24 mai une lettre de l'inspection départementale leur signifiant qu'il était inutile qu'ils se présentent à leur école car il n'y a plus d'argent pour les payer. Un véritable licenciement, sans préavis, sans indemnité. Et, comme il se doit, leur congés leur seront payés au prorata des remplacements qu'ils auront effectué pendant l'année. Ça ne fera pas lourd ! Le conseil syndical du SNI 93 a décidé des délégations. une con-

sultation des syndiqués et a envoyé un télégramme à Giscard pour qu'il réponde lors de son allocution télévisée. Il ne semble pas qu'il y ait pensé. Certains des licenciés se sont organisés en comité sur la Seine-St-Denis.

La section départementale du SNI appelle les instituteurs (trices) du département à suspendre leurs cours le jeudi 3 juin et à des délégations devant l'inspection académique à Bobigny. On parle de grève départementale pour le 10 juin.

Affaire Agret

SAMERGUES TIENT UNE CONFERENCE DE PRESSE POUR NE RIEN DIRE

« Santelli, Ritter, Borrel, Odile Boissonnet ? Des copains. On se voyait souvent. On mangeait, on buvait. C'était sympa, chez moi, à Montpezat ». « Après le meurtre de Borrel on a continué à se voir. Non : on ne se posait pas de question ». « Jamais, jusqu'à ce que le commissaire Delarue vienne me trouver, je n'ai été interrogé par la police. Je ne me cachais pas. On ne m'a pas cherché ». C'est Guy Samergue qui parle. Il en a assez de voir son nom dans la presse. Après avoir accordé une fracassante interview à Derogy (voir l'Express de la semaine dernière), il a décidé de répondre à toutes les questions. Pour en finir une bonne fois avec les ragots, les insinuations malveillantes.

« Je ne lis pas la presse, je n'écoute pas la radio, je ne regarde pas la télé, dit cet homme qui déclare avoir aussi des sympathies pour « Libé ». C'est le commissaire Delarue qui m'a expliqué que des détenus, aux Baumettes, me prétendaient mort, assassiné dans un règlement de compte en Tunisie.

Que Bendjelloul m'accusait d'avoir ordonné l'assassinat de Borrel pour le compte du SAC ». Barbe en bataille, ventre rassurant, Samergue cherche semble-t-il à coller à la définition qu'a donnée de lui Derogy : « un doux anar, rêveur ». Mais néanmoins très capable de se crispier quand les questions se précisent.

C'est que certains journalistes, contrairement à Derogy ne prennent pas pour argent comptant les thèses du commissaire Delarue. Que Guy Samergue n'ait jamais fait parti du SAC, c'est plus que vraisemblable. Mais ses rapports avec les protagonistes du double meurtre d'Orthoux n'en sont pas moins ambigus. Ça et là, derrière les dérobades et les esquives des invraisemblances, des détails gênants pointent. « Pas de polémique » intervient alors, systématiquement, M. Bicheron, l'avocat de Samergue. Ce n'est peut-être pas le moment, effectivement. Mais, avec la peu convaincante prestation de Guy Samergue on se retrouve, une fois

de plus, devant les invraisemblables lacunes d'une enquête qui ne semble avoir été menée que dans le but de bâtir un coupable sur mesure : Roland Agret.

Samergue qui connaissait tout le monde prétend n'avoir rien vu, rien su. A vérifier, mais après tout pourquoi pas. Il faudrait autre chose qu'un exercice mondain face à des journalistes pour élucider certains points obstinément brûlants. Les faits sont têtus et l'accusation contre Agret bancale. Cela, les articles de l'Express hier, d'autres journaux demain, malgré tous leurs titres à sensation, malgré toutes leurs « révélations » ne peuvent l'effacer. Une campagne se dessine depuis une semaine, tendant à « mystifier » une nouvelle fois le dossier Agret. Ce n'est pas tous les jours que l'Express fait sa première page sur un « doux anar rêveur ». Un certain jeu qui en valait sans doute la chandelle.

(1) Les défenseurs de Roland Agret réclament depuis 73 l'audition de Guy Samergue.

femmes

ESPAGNE Suite de la page 1

14 CRECHES OCCUPEES

Cette coordination, qui regroupe 14 crèches (sur 250 à Barcelone) entend lutter non seulement pour le financement des crèches existantes par l'Etat - toutes celles qui fonctionnent aujourd'hui sont des organismes privés - mais surtout pour une politique sociale permettant à tous les parents de mettre leurs enfants dans une crèche. A l'heure actuelle, seuls 10 % des besoins sont couverts, la plupart des femmes ayant recours, comme partout ailleurs, à des solutions individuelles pour garder leurs enfants : grand-mère, nourrice, voisine, etc. Cette situation est d'autant plus déplorable qu'il n'existe pas de loi en Espagne sur les crèches, qu'il n'y a aucune exigence sur le plan de la formation, aucune inspection sur le plan sanitaire, et que cela donne lieu à un véritable négoce : crèches-parkings de plusieurs dizaines d'enfants gardés par une ou deux personnes, souvent des

celone. « Des écoles gratuites pour tous », c'est le mot d'ordre qui les unit. Les crèches de quartiers avaient d'ailleurs un délégué au sein de la coordination des enseignants en grève, et dans leurs revendications salariales, les éducatrices repartent de ce que ces derniers ont obtenu au terme de leur lutte : 18 000 pesetas par mois.

Tous espèrent que la solidarité s'élargira et attendent des actions et des motions de soutien de la part des enseignants organisés, au niveau national, mais aussi au niveau international.

Correspondante. 27.5.76

Envoyer les motions de solidarité à :
Llar d'infants, Feliu i Codina 31
Barcelona 16 Espagne.

Manifestation à Barcelone pour les crèches le 27 mai.



jeunes filles de 16 ans, sans aucune qualification, faciles à intimider et à licencier. Ce ne sont pas les maigres sommes allouées par le Ministère du Travail ou par le Ministère de l'Intérieur (!) à une dizaine des 250 crèches qui améliorent beaucoup les choses : ces « subsides couvrent à peine 5 % du coût des crèches en question. Quant aux autorités locales, elles ne semblent guère être plus généreuses.

Tarifs prohibitifs

La conséquence : des prix exorbitants pour les parents (2 à 5000 pesetas, salaire moyen : 15 à 18 000 pstas) et des salaires de misère pour les éducatrices (1100 à 1300 pstas). Face à cela, la principale revendication des occupants, c'est la subvention totale des crèches par l'Etat, sous la responsabilité du Ministère de l'Education, considérant en effet que l'éducation des enfants jusqu'à six ans n'est pas moins importante que celles des enfants scolarisés. Les récentes études ont abondamment montré combien la prise en charge des enfants en bas-âge nécessite des connaissances sur le plan pédagogique que la mère n'acquiert par miracle sous prétexte qu'elle a mis son enfant au monde, sans compter l'importance de la solidarité au lieu de cultiver en lui des réactions individualistes, comme c'est presque toujours le cas dans la famille repliée sur elle-même. Et enfin, c'est le seul moyen pour la femme d'être libérée d'une partie des tâches qui lui sont traditionnellement assignées - encore faut-il dire, en l'occurrence, que la lutte pour les crèches gratuites n'a pas été impulsée, au départ par les femmes en particulier, mais par les familles dans leur ensemble - il y a autant d'hommes que de femmes qui participent à l'occupation, et la question de l'oppression spécifique de la femme ne semble pas être au centre des discussions. Cela vient en partie du fait que cette lutte est née en relation directe avec celle des enseignants, il y a deux mois, à Bar-

AIX

Solidarité avec les inculpés du MLAC
RENDEZ-VOUS A 14 H,
PALAIS DE JUSTICE

A 14 H aujourd'hui, six militantes du MLAC d'Aix sont appelées à se présenter devant le juge : elles sont inculpées de coups et blessures et exercice illégal de la médecine pour avoir avorté une mineure, dont le père a porté plainte. Elles ne seront pas seules au palais de justice : le

MLAC appelle tous et toutes à s'y rassembler pour les soutenir.

Nous publions des extraits du compte-rendu de la dernière assemblée générale du MLAC à Paris par le collectif provisoire. Nous reviendrons dans Rouge sur le débat autour de l'avenir du MLAC.

Le MLAC...

Trésor de guerre des femmes

Le 22 mai, s'est tenue une AG extraordinaire du MLAC, convoquée par le courant du MLAC, qui considère que dans l'état actuel des choses, la maintien de l'association n'a plus de raison d'être.

L'assemblée s'est tenue en présence d'une centaine de personnes, venues à la foire à titre individuel et représentant les groupes suivants : 6°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 18°, 20°, Colombes, Gennevilliers, Montrouge, Puteaux, Le Monde, Jussieu, Affaires sociales, des MLAC d'entreprise, la coordination des groupes femmes de quartier et d'entreprise de Paris et région parisienne, Aix en provenance, Marseille, Toulouse. Le débat a été particulièrement houleux : là se sont affrontées les deux positions : celle du « courant liquidateur » qui considère que le MLAC n'est plus qu'un cadavre » et celle de la majorité de l'assemblée qui, avec le soutien unanime de la coordination des groupes femmes de la région parisienne, a réaffirmé sa volonté de maintenir le sigle MLAC et son siège national, 34 rue Vieille du temple, connu des femmes, tant au plan national qu'international.

Aujourd'hui, seuls les groupes femmes peuvent reprendre cette lutte et se montrent dès à présent déterminés à intégrer le problème de l'avortement et de la contraception dans la lutte globale contre l'oppression des femmes. L'assemblée, compte tenu des conditions de convocation, ne pouvant être considérée comme une assemblée extraordinaire nationale, nous avons reconnu son caractère parisien (1er vote). Au moment du vote, le courant minoritaire a quitté la salle. Un second vote a eu lieu : l'assemblée a voté contre la dissolution du MLAC à l'unanimité des présents (86 personnes). L'assemblée a décidé de mettre en place un collectif provisoire et de tenir une coordination des groupes femmes de quartier et d'entreprise de Paris-région parisienne le 4 juin à 19 H à Jussieu (tour 46). Celle-ci devra déterminer les modalités de reprise en charge de l'activité et élire un collectif.

Collectif provisoire parisien

armée

CONSTANCE : LE PREFET PROTESTE

L'interpellation musclée de cinq civils allemands par la gendarmerie française dimanche dernier lors des portes ouvertes du 129° RI de Constance a fait l'objet d'une protestation officielle du préfet de police de la ville. M. Hans Stather qualifie en effet d'abus de pouvoir l'intervention des gendarmes français. Il rappelle en cette occasion que la distribution de tracts devant les casernes françaises par des citoyens ouest-allemands ne saurait en aucun cas constituer un acte délictueux.

Réaction plutôt embarrassée du QG de Baden : on cherche à expliquer que les gendarmes voulaient arrêter des soldats français en civil qui distribuaient des tracts. « Il est difficile, plaide le commandant, de distinguer un militaire français en civil de civils ouest-allemands ». On croit néanmoins pouvoir affirmer que les civils allemands n'avaient pas la boule à zéro, et qu'ils ne portaient pas de bérêt. Mais de là à suspecter de mauvaise foi les baves gradés du 129°...

DROLE D'EPIDEMIE AU 60° RI

Les journées portes ouvertes du 60° RI de Lons le saulnier ont été annulées par la hiérarchie militaire. Motif : « épidémie de rubéole » !

A y regarder de près, il s'agirait plutôt d'une épidémie de jours d'arrêts. A la suite de la participation de plusieurs soldats du régiment à la manifestation du 1er mai la SM s'est déchainée. Les soldats Sedira et Ligneau sont au trou. Depuis plusieurs jours le commandant craignait que l'indignation des soldats, de leurs familles et de leurs camarades civils s'exprime lors des journées portes ouvertes. Les organisations anti-militaristes avaient fait connaître leur intention d'intervenir. « Epidémie de rubéole » ? Si tel est le cas, le cordon sanitaire est étrange. Il est courant de le constituer de sentinelles armées (10 cartouches dans le chargeur du FSA), de doter d'une trentaine de matraques le piquet d'alerte, de faire monter quatre camions de gardes mobiles de Dôle, de consigner une section entière en chambre avec pelle et casque lourd à portée de la main.

Dernière prescription médicale : le commandement porte plainte contre les distributeurs et auteurs de « feuilles injurieuses » qui dénoncent la répression au 60° RI.

COMMISSION D'ENQUETE A REIMS

Après la répression qui a sévi au 1er GCM de Reims, une commission d'enquête civile vient de se constituer. Cette initiative, trop tardive de l'avis même de ses protagonistes, se fixe pour but d'établir précisément les motifs qui ont conduit à l'emprisonnement de six soldats de la caserne Jeanne d'arc, et faire la lumière sur leurs conditions de détention.

La commission d'enquête regroupe des personnalités de Reims, dont deux conseillers généraux du PS, des universitaires et des membres du comité local pour la libération des soldats emprisonnés. Aux dernières nouvelles, le général Delaunay, commandant de la place, refuse de recevoir la commission et lui suggère de s'adresser à Bourges et à Bigeard.

DU COTE
DES INSOUMIS

Quelques bonnes nouvelles sur le front de l'insoumission. Alain Lamotte vient d'être libéré. Il lui aura fallu 43 jours de grève de la faim pour que la commission de réforme le réforme. La grève a été dure : Alain pèse 43 kilos pour 1 m 73... mais militairement tout est en règle. Il a même touché sa solde.

Jérôme Lacampagne est lui aussi libéré. Après trois semaines de grève à la prison, puis à l'hôpital militaire de Lille. Lui aussi reste inculpé.

Enfin, nouvelle franchement mauvaise, Daniel Hoareau, insoumis réunionnais passe en procès le 4 juin devant le tribunal de Rennes. On peut lui écrire, pour le soutenir, à la maison d'arrêt de Rennes, 56 Bd Saint Jacques Cartier 35 000 Rennes.

NOUVELLES
PARUTIONS

La presse des comités de soldats se porte bien. Ces derniers jours plusieurs parutions. Un petit nouveau d'abord : *Quoi de neuf ?* bulletin n°1 du comité de soldats du 9° RH de Provins. De plus vieilles connaissances ensuite. *Le moral de l'appelé* du 151° RI de Moulins les Metz en est déjà à son N°4. Un numéro très copieux de 16 pages, avec plein d'informations sur le régiment, des conseils, des échos sur les luttes des soldats en Europe, des dessins. *Tonnerre de Brest*, autre vieille connaissance, en est lui à son N° 6. Un titre provocant en première page : « le 1er mai : on y était ! ».

les temps
modernesA CHACUN
SON BOCHE ?

Dans PCF Val de Marne, feuille locale du PC, Guy Poussy stigmatise la politique extérieure de Giscard qui vend « notre pays à l'étranger, abaisse son rayonnement dans le monde »...

Guy Poussy, ça vous rappelle quelque chose ? C'est le brillant porte parole de la campagne anti-immoralité lors du dernier congrès. Aujourd'hui, Poussy guerrioie contre un nouveau moulin à vent : l'allemand sûr de lui et dominateur. Ecoutons le : Giscard « capitule devant cette volonté dominatrice. Sa politique fait de la France le marche-pied de l'Allemagne des Krupp et des Konzerns ». On est prié d'admirer de sens de l'allitération de Poussy et son art de jouer sur les « k » qui suggèrent si bien l'envahisseur venu de l'est, le boche, quoi. C'est ça l'art de peindre le socialisme aux couleurs de la France en jouant sur des fantasmes et des souvenirs, pas si anciens que ça.

La section CFDT de l'hôpital Esquirol à St-Maurice qui se trouve au bord de l'autoroute A4, là où doivent être installés les payages décidés le 29 avril par le préfet du Val de Marne, a envoyé une lettre à Simone Veil, ministre de la santé.

« En quelques heures des centaines de signatures sont venues exprimer le refus du personnel de voir s'installer ce péage. Nous pensons que votre fonction de Ministre de la santé vous permet de prendre position contre cette implantation.

Plusieurs milliers d'enfants vont naître à 50 mètres d'un foyer de pollution, de bruit et de fureur, respirer la poussière diffuse, les émanations de gaz, subir les décibels des véhicules freinant, s'arrêtant et redémarrant à longueur d'heure de pointe. Dans les mêmes conditions précitées, plus de 700 personnes hospitalisées, déjà durement éprouvées vont devoir essayer de vivre quotidiennement, ce qui va sans doute les aider à se réinsérer dans cette société ».

Ensuite, 150 arbres vont être abattus, les derniers espaces verts détruits et remplacés par du béton. Et il faudrait payer pour cela ?

VIENT
DE PARAÎTRE

Le dossier noir sur le foyer Pauline Rolland.

Témoignages : fonctionnement du foyer, travail et vie quotidienne au foyer, les expulsions, enquête sur ce que deviennent les femmes après, la lutte et les activités du comité de soutien, informations sur le droit des femmes. La brochure coûte cinq francs. Si vous voulez contacter le comité de soutien : c/o PFA 9, rue du Pré St Gervais Paris 19° Tel 208 36 21. R. unions tous les vendredis à partir de 18 H

Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque

des fleurs et des pavés

LE RACISME DANS LA LITTÉRATURE POUR ADOLESCENTS

Un petit garçon pas sage

De Jean-Marie Fonteneau. Ed. Duculot

La littérature pour enfants nous a habitué à des enfants qui traquent efficacement bandits, contrebandiers... et collaborent avec la police (Les Clubs des cinq et dérivés). Les romans pour adolescents se taillent une place dans le marché ; on y trouve de tout.

Fils d'un marin et d'une vendeuse, Guillaume (8 ans) est un petit garçon heureux, très attachés à son père. Celui-ci part pour deux ans à Tahiti. L'enfant alors est de plus en plus délaissé par sa mère, qui ne cache que fort mal ses liaisons à son fils. Voilà un thème rare dans la littérature pour adolescents : pourquoi pas ? Renouveler les sujets traditionnels dispose bien en faveur de l'auteur ; des maladroites, des invraisemblances peut-être : un enfant de cet âge est-il mûr, si adulte que le raconte Fonteneau ? Tout cela passe.

Mais quelques pages plus loin, on se hérisse ; voyez plutôt : Guillaume rentre plus tôt de l'école, à cause d'une grève d'enseignants, qui lui déplaît et à laquelle il ne comprend rien, d'ailleurs. « Ce qu'il vit alors le cloua sur place. La porte de la chambre restée ouverte lui laissa surprendre sur le lit en désordre un grand *négre* nu qui caressait Nicole avec ses énormes mains... »

(...) Les images qu'il venait de voir ne le quittèrent plus. Jamais, il ne pourrait oublier la plante rose pâle des pieds de cet être *noir comme la nuit, comme le chagrin*, ses dents larges et brillantes, son rire enfantin, son air de défi...

Quelle folie pouvait pousser Nicole dans les bras d'un tel homme, après *François, clair, blond, lumineux* ? Jamais, il n'aurait cru qu'un humain puisse apparaître aussi *bestial, aussi monstrueux, aussi effrayant*. Il tremblait » (pp.40-41). Pas mal, n'est-ce pas ? On croit rêver. Bien entendu, c'est la première fois qu'il comprend que sa mère se prostitue, et tous les autres hommes qu'il verra chez seront sans caractéristiques particulières.

Puis, c'est le grand mélo. Disputes avec la mère, sagesse et prix d'école — avec une situation familiale aussi perturbée, on admire, on se dit que l'auteur manque du minimum de connaissance psychologiques —, lettre du fils au père pour tout raconter, fugue, prison pour la mère, centre de l'Aide sociale à l'enfance où Guillaume qui ne reçoit que de brèves cartes mensuelles de sa mère « éprouve une immense admiration pour son professeur d'éducation physique » ; il lui offre son « Prix d'honneur de la Semaine » parce que ça n'intéresse pas sa mère. (p.145)

Guillaume admire sa voiture de sport, aime ses vêtements, « mais il préférerait encore Philippe à la belle saison, quand sa peau ressemblait à de la terre cuite, et quand ses cheveux étaient décolorés par l'eau et le soleil, alors, à la piscine, drapé dans son peignoir blanc, comme dans une toge, il rappelait vraiment *la statue de Saint Jean de l'église* » (p.147). Grand gentillesse de Philippe qui lui fait des cadeaux, l'emmène au stade de voile des Glénans. En cette période, où des comités anti-olympiques se créent, il est bien réconfortant de voir qu'un honnête romancier œuvre pour relever le prestige des professeurs d'éducation physiques et pour augmenter le profit des marchands de peignoirs de bain ! Voilà, donc, le pur et l'impur, le blanc et le noir...

Le père s'est suicidé en apprenant la conduite de sa femme, la mère parle, deux ans après, d'accident à son fils, et se remarie ; le beau-père est charmant avec l'enfant, et la mère pleure parce qu'elle l'a bien mal aimé.

Il n'est pas sans intérêt de poser le problème de la prostitution aux adolescents, mais cette façon moralisatrice, manichéiste, avec ces couplets racistes parfaits dans leur genre, conduit à se demander quelle sera la réaction des jeunes lecteurs.

N.B. : ce roman est paru en 1976 !

D'autre part, les Editions Duculot ont publié dans la même collection quelques romans remarquables, par exemple :

- *La révolte d'Ayachi*, difficultés des travailleurs immigrés en France.

- *La fugue de Diane*, révolte d'une adolescente dont la mère s'occupe peu, qui boit souvent et se remarie avec un homme profondément antipathique à sa fille.

- *les quatre libertés d'Anna B.*, une jeune fille en prison puis en liberté surveillée.

A. D.

cinéma

LA QUOTIDIENNETÉ DU REFOULEMENT

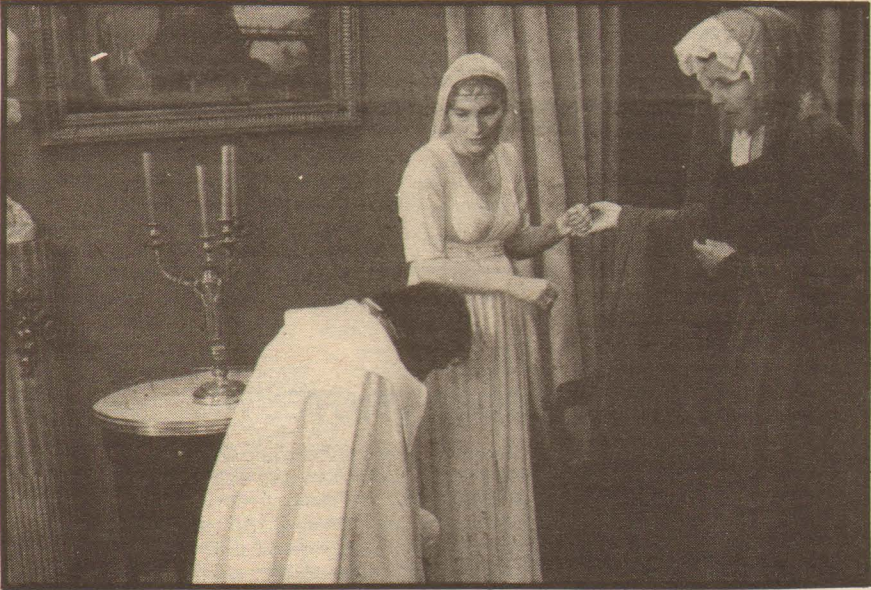
● La marquise d'O d'Eric Rohmer

La Marquise d'O pose le problème de la représentation du passé à l'écran. Rohmer a choisi de suivre quasi à la lettre la nouvelle de Kleist qui, selon lui, est d'une telle précision dans ses indications de décor, de mouvements de personnages que c'est un véritable scénario prêt à tourner. Il serait naïf de dire que la lecture de Rohmer est la seule possible, la bonne, *l'historique*, mais ce qu'il donne à voir du XVIII^e Siècle est une vision. Bien sûr, ce « drame bourgeois est très daté », ainsi que le dit P.L.T. dans *Rouge* du 29/30 mai : deux siècles de capitalisme ont depuis complètement bouleversé les rapports humains, la famille, l'idéologie. Cela est évident et Rohmer ne prétend certainement pas, avec ce film, apporter un témoignage sur notre société. Ce qu'il y a d'intéressant ici, c'est d'avoir un essai de représentation de ce que pouvait être la vie d'une famille noble ; comment les notions d'héroïsme, de vertu, d'honneur pouvaient être vécues quotidiennement ; dans quelle ignorance de son corps on laissait la femme même après deux accouchements : comment une femme violée dans son sommeil drogué, subissant la pression d'une idéologie familiale-carcen, cherche dans l'au-delà l'origine de sa grossesse et en vient à penser

à Marie ; comment une fois établie sa « culpabilité », elle est rejetée de sa famille, comment on la sacrifie à l'honorabilité et comment, à partir du moment où elle se trouve expulsée de cette cellule qui lui fermait le monde, elle en arrive à prendre (un peu) sa vie en main en cherchant à savoir par qui et comment elle s'est trouvée enceinte. Même si tout se résoud finalement dans le cadre familial et sous le regard de Dieu, les structures ont révélé la violence nécessaire à leur survie et la morale, son hypocrisie. Evacuer ce film sous prétexte que la lutte des classes en est absente, ce serait ramener l'histoire à une sorte de schéma froid, nier le vécu, la violence quotidienne d'une idéologie castratrice.

L'observateur

La Marquise d'O peut être vue comme le combat aveugle d'une femme contre une société qui la nie dans son corps. Rohmer « moraliste »... Mais moraliste veut d'abord dire savoir regarder et décortiquer



VOYAGE SUR LE FIL DE REALITE

● Le locataire de Roman Polanski

L'hésitation entre une réalité « vraie », tangible, et une réalité *autre* est une des caractéristiques du fantastique. Hésitation où se débattent le ou les protagonistes du drame (« je n'encroyais pas mes yeux... »), et hésitation qu'il faut transmettre, faire ressentir au lecteur-spectateur. Polanski joue avec virtuosité de ce phénomène dans son dernier film.

Quand le diable devient réel

Déjà dans *Rosemary's baby*, il y avait une objectivation du fantastique : la jeune femme se retrouvait enceinte du diable, présenté comme être ré. On retrouve la même atmosphère inquiétante ici. Un petit employé que tout désigne comme une victime, un perdant (émigré, timide, craintif, vivant une misère affective et sexuelle) loue l'appartement d'une femme qui vient de se suicider. Peu à peu, il va s'identifier à cette femme, revivre ses derniers jours, ses angoisses. Voilà la trame « réelle », le premier niveau du récit. Par un délire d'interprétation (mais en est-ce vraiment un ?), tout ce qui se passe dans cet immeuble, tout

ce que font ses voisins prend pour lui un aspect logique qui ne peut mener qu'à cette conclusion : on complotait pour « le suicider ». L'intérêt du film vient de ce que Polanski (qui tient aussi le rôle principal), joue constamment sur deux niveaux : - les fantasmes, les visions de Tricovski présentés comme tels, donc subjectifs. - des événements inquiétants, non expliqués qui objectivent pour le spectateur les angoisses du personnage, qui leur donnent un contenu réel, palpable.

La mise en doute d'une réalité instable

Ainsi se crée un climat où la réalité des faits et des lieux se charge d'un potentiel inquiétant qui peut se révéler tout à coup (trois ou quatre scènes choc, sacrifiant aux recettes éprouvées du genre : la lumière s'allume et montre quelque chose qui par un montage très rapide se transforme en autre chose). Le spectateur se trouve ainsi mis en position « d'attente de peur », réceptif au moindre dérangement-dérèglement d'une réalité qui se laisse saisir, définir, fixer de plus en

ce qui nous entoure. La vision de Rohmer, comme dans tous ses autres films est celle d'un observateur attentif. Il n'indique pas de voie de sortie, il ne remonte pas à la source de l'oppression et son propos a les limites de tout constat. Ses films n'en constituent pas moins des lectures intéressantes (et révélatrices d'une position de classe) de notre quotidien. Avec *La Marquise d'O*, le problème est déplacé dans le temps et donne moins facilement prise à une critique idéologique. Ce n'est pas une raison pour expédier ce film en quelques phrases.

Le corsetage de l'expression

D'autant qu'il est d'une incontestable beauté plastique. La photo de Nestor Aimeiros (collaborateur régulier de Rohmer, a aussi travaillé avec Truffaut, Barbet Schroeder) contribue à restituer un climat esthétique proche de David (par exemple) où les corps baignés de lumière frôlent parfois l'irréalité tandis que les plans rapprochés révèlent sur les visages torturés la souffrance vécue pour des choses qui maintenant nous feraient sourire. La distance aux choses, c'est aussi de l'histoire. La mise en scène n'apparaît « glacée » que si l'on oublie ce qu'était le *maintien* dans cette société de l'étiquette où l'on apprenait aux filles « à rester à leur place », à écouter en silence des déclarations d'amour que leur père recevait ou pas. *Maintien* qui éclate dans les moments dramatiques quand les personnages se heurtent, se jettent dans les bras l'un de l'autre, s'effondrent en larmes, tombent à genoux. Une telle rigueur dans le comportement de tous les jours, un tel corsetage dans l'expression produisent nécessairement leurs contraires, les épanchements romantiques les plus débridés, les torrents de larmes et de baisers. Bien sûr, cela peut apparaître comme « démodé », mais par rapport à quoi, sinon des critères d'ordre moral soupesant les mœurs et les modes de vie dans une balance peu matérialiste. L'histoire, c'est aussi la quotidienneté du refoulement et de l'oppression.

Michel Young

Dans ce voyage sur le fil de la réalité, le personnage finit par se perdre. L'identification à la femme qui n'est qu'au début un maquillage, aboutit à sa propre perte d'identité, par transfert de son moi à une morte.

M.Y

Les Stones à Paris et... La paranoïa de l'Humanité Rouge

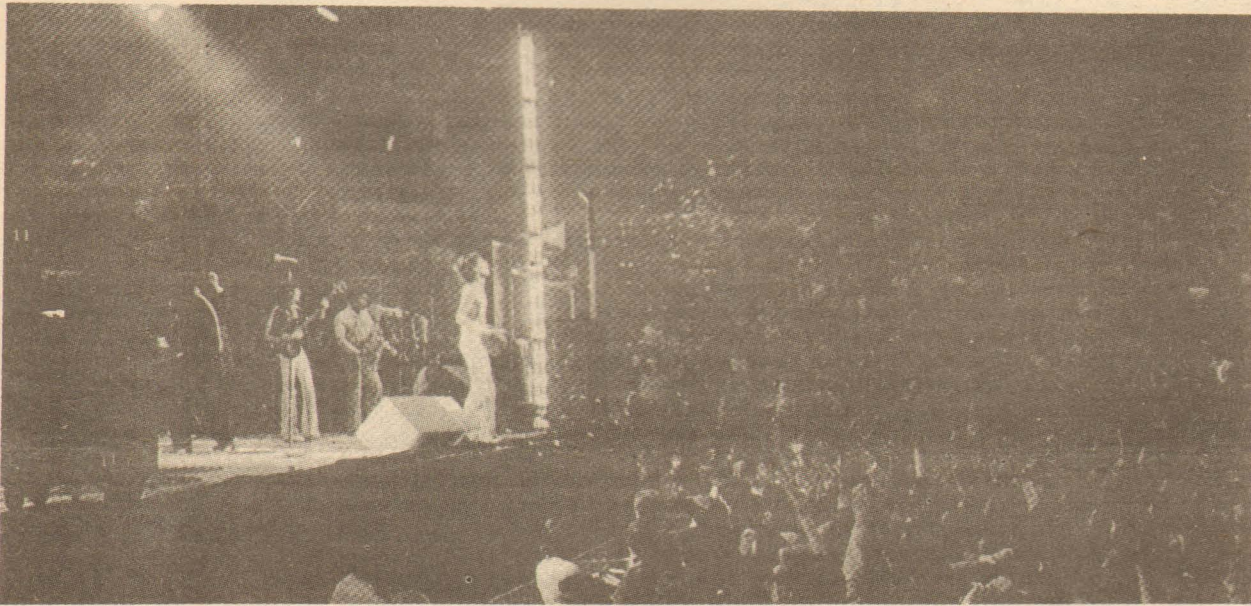
Triste prose que celle de l'*Humanité Rouge* (Quotidien des marxistes-léninistes de France) qui titre hier en page 7 : *Les Rolling-Stones à Paris. Au service d'ordre, Krivine ou Le Pen ?* De quoi s'agit-il ? Les organisateurs des concerts des Stones à Paris auraient contacté la LCR pour en assurer le service d'ordre. Devant le refus de celle-ci, ils se seraient finalement tournés vers le GUD, branche étudiante du Parti des forces nouvelles... « On apprend » cela, dit *HR* sans vergogne ; en fait ce tuyau crevé est pompé dans le dernier numéro du *Nouvel observateur*. On a les sources qu'on peut... Mais que l'information soit totalement infondée ne suffit pas au gratte-papier de *HR* qui y va de son petit brouet : la Ligue serait « habituée à ce genre de travail ». Ah oui ? Où et quand, petit stalinien attardé ? Passons sur les aimables qualificatifs de « révolutionnaires en peau de lapin » adressées à

Krivine et Catala, pêle-mêle... En fait *H.R.* récidive dangereusement : il y a quelques semaines, on pouvait y lire un billet anti-trotskyiste qui, lui, puait carrément l'antisémitisme ; pensez donc : *H.R.* avait reçu par erreur une invitation adressée à Krivine par une organisation sioniste quelconque. De là à en déduire que Krivine faisait partie du lobby sioniste... avec un nom pareil... *H.R.* a franchi allègrement le pas.

Nous aurions donc une force casquée de mercenaires ; flanquée de molosses baveux, elle se louerait à des producteurs dépassés par les événements qu'ils fabriquent. Que ce fantasme ait couru sous les crânes à finances et dans la tête légère d'un journaliste mondain, cela ne justifie pas qu'un journal qui sait parfaitement à quoi s'en tenir sur ce sujet le reprenne. K.C.P., Wha-Wha et autres

RTL ont peur du public qu'ils exploitent. Quelle que soit sa passivité ordinaire, ce public est toujours susceptible de refuser un jour les conditions dans lesquelles il est placé pour écouter la musique, ce n'est pas à nous de rassurer sur cette éventualité les fourguteurs de marchandise frelatée.

Nous avons dit de KCP le bien que nous pensions de ses concerts : parage et mépris du public, inattention complète aux conditions d'écoute, recours, en effet, à des gorilles dissuasifs, prix des places. Pourquoi une nervosité rentrée règne-t-elle alors dans les foires à bémols du Palais des Sports ou de la Porte de Pantin ? Personne ne se souvient avoir vu à la fête de *Rouge* en octobre dernier une cohorte de cuir encadrer des auditoires immobiles, présumés dangereux et étroitement surveillés. Sauf le plumitif d'*H.R.* qui rêvait dans un coin son cinéma paranoïaque.



Dans l'objectif

AMIENS

● A 20 H 30 ce soir, à la maison de la culture : « Confluence » avec JC Capon (violoncelle), D. Levallet (contrebasse), C. Escoude (guitare), J. Querlier (hautbois, flûte, saxos), A. Lernal (persussions) et M. Mouthana (batterie).

ANGERS

● On projette toujours au cinéma « le club » trois films (du côté des femmes) : *Jeanne Dielman, sous les pavés la plage* et on s'est trompé d'histoire d'amour. Il y a aussi une table de presse, des livres, des panneaux.

BAYONNE

● Rencontres sur l'histoire et la culture basque (organisées par Ika et Akelarre) : aujourd'hui à 15 H 30 « L'existentialisme et Unamuno » par M. Ugalde et Situation en Biskaiia à la fin du XIX^e siècle : le mouvement ouvrier et le nationalisme par JC. Laronde. Débat. Intermède avec sandwichs et boissons. Puis ça reprend avec « Le caractère des basques » par P. Narbaitz « l'avant projet économique pour Gipuzkoa et Biskaiia », par K. Gorostiaga et le « Mouvement d'Euzkadi pendant la guerre civile » par E. Goyenetché. Débat. Le tout se déroule au musée basque de Bayonne.

GRENOBLE

● C'est à 15 H 00, au théâtre du Rio (rue Servan) le théâtre du Befroy présente son spectacle pour les enfants de 3 à 7 ans : le pays des fleurs. Pris 5 F. Coll. 3 F.
● Quant au centre culturel cinématographique il présente lui, salle des concerts, un film québécois sur la bande dessinée (c'est rare) au titre évocateur de IXE 13, de Jacques Godebout.

LYON

● Nouvelle série au cinématographe, trois films à son programme : *Profession reporter*, d'Antonioni (21 H 50), *chintown* de Roman Polanski (18 H 00) et *Bonne chance la France* du collectif Cinélutte (20 H 00).

RENNES

● Un film de Milos Forman (pas son meilleur) au cinéma de la maison de la culture : *Taking off*, à 14 H 30, 17 H 30, 20 H 00 et 22 H 00.

BANLIEUE AUBERVILLIERS

● Toujours le théâtre de la commune et son studio. Encore du cinéma : à 18 H 00 on passe le film de Théo Angelopoulos, *Le voyage des comédiens* et à 22 H 00 celui de JL Comolli, *La Cecilia*, 2, rue Edouard Poisson. Tel : 833 16 16

BURES

● Une sélection de courts métrages à la MJC intercommunale : *le cirque en Europe de l'est*. Là encore du cinéma. Ça a lieu à 14 H 00.

PARIS

● A 19 H 30 les adhérents de la MJC des Deux portes qui étaient en conflit avec la Ville de Paris pourront se réunir autour d'un buffet campagnard pour fêter la décision du tribunal administratif qui a débouté cette même ville de Paris. La soirée se prolongera à 21 H 00 par la première représentation de *Chansons comme on vit* de et par Christian Dente (accompagné par Maurice Montaigne, Georges Masca et Roger Pouly). Il aura été précédé auparavant d'un spectacle présenté par le théâtre de l'unité : *Le dernier sorti ferme la porte* (20 H 00). N'oubliez surtout pas

que la compagnie du Lierre rejoue jusqu'au 19 juin, la pièce de Peter Weiss : *M. Mockinpott*. A 21 H 00 tous les soirs (sauf dimanches et lundis) à la cité internationale universitaire. Coll et étudiants : 10 F sinon 20 F.
● Nicollet et Jean Hue présentent ce soir (et après c'est fini) *On ne rit plus assez du chemin de croix*

et *Fatrasies*. Deux spectacles de théâtre comiques et satiriques. Et en plus ce sera gratuit pour les lecteurs de *Rouge* ce soir.

● Quant au café-théâtre du nouveau Sélénite, une pièce écrite par Hervé Lièvre : *Fomec*. A 20 H 15, tous les soirs sauf lundis. 18, rue Dauphine, M° Odéon. Réservation 325 97 39.

Marseille : 21 jeunes peintres dans la ville

Du 21 mai au 30 juin, la galerie Athanor à Marseille présente 21 peintres en trois temps. Cette manifestation fait suite aux diverses activités liées aux nouvelles conceptions de la peinture qui se sont répandues à Marseille ces dernières années.

Chaque travail illustre la prise de conscience tant collective qu'individuelle des problèmes de la peinture au travers de son histoire : image, représentation, matériau, plaisir du travail...

Cette récente lucidité produit de nouveaux « codes » des arts plastiques. Ceux-ci peuvent paraître difficilement déchiffrables. Toutefois, dans la mesure où l'on s'attarde sur les problèmes soulevés, cela incite à une réflexion à travers ses propres connaissances. En cela, cette pratique picturale peut être considérée comme objet et moyen de connaissance et d'investigation.

Selon son appréhension propre de ces problèmes, chaque exposant propose des travaux très différents. Ce qui suscite des confrontations entre groupes et l'intérieur des groupes formés par la circonstance. Dans une prochaine information nous présenterons plus précisément quelques travaux.

Correspondants Marseille.

MISE AU POINT

Dans le numéro de *Rouge* du 29 mai, en rubrique cinéma, deux petites lignes vengeresses et sarcastiques - ou qui se voulaient telles - se sont glissées à la fin d'un article sur *La Marquise d'O*, prenant nommément à partie l'un des rédacteurs de la rubrique. « Blague » d'un camarade claviste, elle a échappé à notre attention.

Nous tenons à rappeler que si les articles signés dans *Rouge* sont assumés par leur signataire, la décision de leur publication est celle de la rédaction qui en débat collectivement. La voie normale du débat est la lettre de lecteur, y compris pour les membres du quotidien qui désirent qu'un désaccord sur un article soit rendu public.

ce soir, sur FR3 DESIGNER LE MAL

Le diabolique Docteur Mabuse

Le diabolique Docteur Mabuse est le dernier film de Fritz Lang. Retour aux sources, ce film fut tourné en 1960 par le cinéaste revenu en Allemagne après une longue période américaine. Le personnage de Mabuse fut ainsi désigné par Fritz Lang lui-même comme la figure clé de son œuvre.

En 1922, Lang avait créé ce docteur incarnant les forces encore mal déterminées qui minaient la société allemande issue de la guerre, à ce moment l'interrogation de Lang sur le mal et les forces obscures qui dominent l'humanité était encore essentiellement philosophique et morale ; en 1932, avec *Le Testament du Docteur Mabuse*, les choses étaient claires, le mal avait pris un visage politique : Mabuse devenait la représentation d'un pouvoir maniaque prenant possession des volontés et des intelligences pour leur faire accomplir ses propres desseins. Mabuse exerçait cette puissance de sa prison comme dans la sienne Hitler avait écrit *Mein Kampf*. L'avènement du nazisme donnait un contenu précis à l'intention affirmée de Lang de « désigner le mal ». En 1933, Lang s'exilait malgré les tentatives faites par Goebbels de le rallier au nouveau régime.

Pourquoi le retour de Mabuse en 1960 ? Fritz Lang retrouve la trame des premiers Mabuse : le fameux docteur est toujours l'expression du mal absolu et de la puissance criminelle, la mise en scène nous installe tout de suite dans le sentiment d'une domination implacable. Mabuse est tout-puissant parce qu'il voit tout et tous sans que personne ne puisse situer ce regard, nul n'échappe à l'observation constante de Mabuse, et être vu par lui signifie ne plus pouvoir échapper à un destin inexorablement scellé. La mise en scène extrêmement rigoureuse de Lang joue sur cette présence éternelle d'un regard aliénant. Mais l'atmosphère de mystère ainsi mise en place n'est pas sa propre fin. L'insistance mise par Lang sur les moyens matériels de la domination désigne là encore un mal concret, disposant d'un potentiel technologique important. Dans l'Allemagne contemporaine, la parabole du docteur Mabuse ne peut renvoyer à une simple fable policière même enrobée de préoccupations universelles... C'est l'Etat cette puissance sur laquelle pèse le souvenir du nazisme. Dans *D' Folamour*, Stanley Kubrick interprète en ce sens le personnage de Mabuse.

télévision

TF 1

13.00 Journal
19.20 Actualités régionales
20.30 L'inspecteur mène l'enquête

Le principe de l'émission est de permettre à chaque spectateur de se transformer en fin limier, ne chassez pas le flic de votre tête, assumez-le !

22.00 Tziganes sans frontières

A 2

14.15 Programmes régionaux
16.20 Un sur cinq

Au cours de l'émission, il y aura un tout petit moment consacré à Gérard Manset qui est le musicien français de « variétés » le plus intéressant du moment.

18.15 Si les français n'étaient pas venus
Ça ne parle pas des alsaciens, basques, bretons, catalans, corses, flamands, et occitans mais des américains.

20.00 Journal
20.30 L'homme de fer
Encore un flic américain. Ah si les français n'étaient pas venus !

21.30 C'est-à-dire
Magazine d'actualité dans lequel un « grand témoin » comment l'événement ; ce soir le grand témoin est Georges Séguy.

23.00 Journal

FR 3

18.10 Point de repère
L'énergie solaire, deuxième partie, ses utilisations possibles.

19.05 Programmes régionaux

19.20 Actualités régionales

20.00 Le diabolique Docteur Mabuse, film de F. Lang. Voir ce soir sur



BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN 300 F	200 F	500 F
6 MOIS 150 F	100 F	250 F
3 MOIS 80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plus fermés, écrire au journal).



VIVRE AU HAUT DU LIEVRE



Geneviève se lève tous les jours à 5h 30 pour préparer la gamelle de Jean-Louis son mari qui travaille à l'usine à 7h. Elle n'a pas trente ans, trois enfants de 4 ans et demi, 3 ans et demi et trois mois, et son jeune frère de 14 ans vit avec eux à leur charge. Geneviève est une de ces milliers de « femmes au foyer » qui vivent au Haut du Lièvre à Nancy.

Pour monter au 6ème des Bouleaux, chez Geneviève, on prend un ascenseur de 80 cm de large sur 1m 50 de long. Evidemment, ce n'est pas suffisant pour y mettre les meubles d'un déménagement, mais les constructeurs et promoteurs ont dû se dire qu'après tout, on ne déménage pas tous les jours et qu'il n'y a pas de petites économies, tant qu'elles sont réalisées sur le dos des autres et servent à remplir leurs poches.

Les Bouleaux forment un ensemble de trois blocs semblables aux autres à cette différence près qu'ils sont les seuls à être gérés par l'armée et à être réservés aux militaires (de carrière) et aux fonctionnaires. Mais ceux-ci, comprenant rapidement leur douleur, peuvent généralement s'offrir mieux et laissent vite fait leur place à d'autres gens moins difficiles - des ouvriers et petits employés pour la plupart - Geneviève et Jean-Louis en sont.

Du scotch sur la bouche

Elle nous ouvre la porte, son bébé dans les bras. Fond sonore de rires, de galopades et de hurlements : les enfants sont là. Ils ne sont pourtant pas encore en vacances ? Non, dit-elle. Les vacances, ils ne connaissent pas ça (ni eux, ni elle), car malgré leur âge, il n'y a pas eu de place pour eux dans une des trois maternelles du Haut de Lièvre : classes surchargées, une cinquantaine d'élèves dans chaque. La sélection commence déjà là, car tous ces enfants d'ouvriers, d'employés modestes, soit ne vont à l'école que très tard, soit se retrouvent dans des classes où les maîtresses n'ont pas le temps de s'occuper d'eux et cherchent souvent à leur imposer le silence et l'immobilité par des méthodes répressives comme le scotch sur la bouche. Quand on a cinquante petits dans une classe...

Il y a tout de même une crèche au Haut de Lièvre, qui ne reçoit pas plus

de 100 enfants (pour 20 000 habitants), où les mamans célibataires vraiment obligées de travailler peuvent, avec beaucoup de veine, mettre leur enfant dès la fin de leur congé de maternité, en les inscrivant un peu avant la conception. Rien que de très normal évidemment : ce sont les pauvres qui font rentrer le moins d'argent dans les caisses de la municipalité et ils voudraient encore que ça soit pour eux qu'on en sorte le plus. Tout JJSS qu'il est, « notre » député ne tient pas tellement à impulser des réformes dans ce sens car au Haut de Lièvre, on vote peu ou pas pour lui.

Geneviève garde donc toute la journée ses enfants avec elle dans son F5 (F4 en réalité, miraculeusement transformée en F5 par la grâce de la demi-cloison qui transforme une seule et même pièce en « coin salle à manger » et « coin salon »). Ça permet de demander pour un F4 un loyer de F5). Là, on entend tout ce qui se passe d'un étage à l'autre, « en direct, comme si vous y étiez » : alors, la dame du dessus lui fait la guerre à cause de ses enfants qui sont « trop bruyants ». « On ne peut tout de même pas les attacher », soupire Geneviève. On entend d'une chambre à coucher ce qui se passe dans celle du dessus. Elle couche son bébé de trois mois dans la salle à manger pour éviter que les voisins ne lui toquent aux tuyaux quand il pleure la nuit. Du point de vue de l'intimité dans le couple, ce n'est pas l'idéal non plus.

Les enfants à la maison !

Elle ne peut non plus laisser jouer ses enfants dehors, car il y a tout le temps des voitures, ils sont trop petits, ils ne resteraient pas assis sans bouger sur l'étroite bordure de gazon qui sépare le parking de la route, et elle au 6ème, elle est trop loin pour intervenir. D'ailleurs les autres mères en font autant car on ne voit pas un seul en-

fant au-dehors. Pour aller au seul parc existant dans le coin (et pas au Haut de Lièvre) il faut prendre le bus : alors elle est obligée d'y aller avec eux. Elle doit aussi les trainer en courses, car la seule halte garderie du coin est située au-delà du centre commercial ! Un éducateur nous a dit qu'il y a aussi un manque d'habitude des gens pour ce genre d'équipements. Seuls quelques rares parents y mettent de temps en temps leurs enfants.

« Alors, les claques partent sans que je m'en rende compte. A la fin de la journée, je suis à bout. Quand Jean-Louis rentre, il n'a qu'à me sortir trois fois rien et je me mets à crier ».

Paye : 1800F ; Loyer : 760F

A bout, elle n'a pas besoin de le dire pour qu'on s'en rende compte. Et combien de milliers d'autres femmes dans son cas... ? Elle espère que ça ira mieux quand ils seront plus grands, mais rien n'est moins sûr (à moins qu'il ne se passe des choses !). Car, quand ils seront plus grands, ils coûteront plus cher et Jean-Louis ne gagne que 1800F/mois. Dans son usine, ils ont déjà eu un mois de chômage partiel et la direction envisage maintenant des licenciements. Le loyer fait 760F/mois avec le chauffage. Il y a en plus l'eau chaude qui augmente à chaque facture, le gaz et l'électricité. Pour l'instant, avec les 600F d'allocations, y compris le salaire unique et l'allocation logement, à force de se serrer la ceinture, ils y arrivent tout juste. Mais plus tard ?

Plus tard, comme un bon nombre sans cesse grandissant d'habitants du « HdL », ils auront peut-être régulièrement l'électricité et le gaz coupés ou une saisie sur les meubles ou sur le salaire, pour n'avoir pas payé les dernières factures ou plusieurs mois de loyer. Faute d'argent, comme d'autres l'ont déjà fait, ils passeront peut-être l'hiver sans chauffage.

Et ce n'est pas tout, car plus tard, ils se bileront, comme des centaines d'autres parents du Haut de Lièvre, pour leurs enfants qui, pas plus que les adultes n'ont leur place dans cet espace inhumain.

Pas un seul ciné, mais par contre un certain nombre de jeunes vont suivre des traitements à l'hôpital psychiatrique de la ville. Les autres regroupés dans les entrées qui puent la pisse, se montrent des revues porno, se refilent des joints, ou mijotent entre eux des mauvais coups. D'autres se battent à coups de chaînes et de barres de fer, et les flics hésitent à intervenir de peur de prendre des coups sur la gueule.

A coups de serpettes ou de chaînes de vélo

Cette existence les uns sur les autres, cette promiscuité, cette mauvaise insonorisation développe entre les habitants de ces blocs, des rapports d'agressivité et le « chacun pour soi ».

La nuit, certains la passent à taper contre les tuyaux du chauffage pour empêcher leurs voisins du dessus de dormir ! Nombreux sont ceux qui, avant de descendre de l'ascenseur, appuient sur tous les boutons d'étages, lui programmant ainsi de s'arrêter à tous les étages, et obligeant de ce fait ceux qui l'attendent au rez de chaussée à l'attendre bien plus longtemps. Les voisins d'une famille de 11 enfants logée dans un F5, faisaient des démarches pour qu'elle soit expulsée, la trouvant trop bruyante... ! A une entrée du Cèdre Bleu, les locataires ne sortent plus qu'armés de pistolets d'alarme, car ils craignent leur voisine du dessus qui fait la java et les attaque à coups de serpette quand elle est bourrée. Souvent d'ailleurs, des hommes adultes descendent dans la rue pour régler leurs comptes à mains nues... ou armés de serpettes et de

chaînes de vélo. Dans les caves, des fillettes se sont fait violer.

Les suicides ne se comptent plus. Le dernier en date a provoqué une explosion qui a soufflé fenêtres, balcons et portes du rez de chaussée au 9ème étage, et creusé une longue fissure. Les locataires de ces appartements, y compris la veuve du suicidé, n'avaient pas pour la plupart réglé l'échéance de l'assurance obligatoire, ils auront donc à payer les dégâts de leur poche. Réaction des habitants du Haut de Lièvre : « Il aurait pu s'arranger pour faire ça sans emmerder les autres ».

La bourgeoisie ne souhaite rien de plus : qu'ils continuent à s'en prendre les uns aux autres, pendant ce temps, ils oublient de penser à nous ! Mais, malgré ce climat difficile dû à ces mauvaises conditions de vie et bien sûr à la force du conditionnement quotidien, certains habitants ont ressenti la nécessité de l'action collective et de l'organisation, et ont décidé de s'en prendre aux responsables réels.

Ce sont par exemple les militants de l'APP, « syndicat du cadre de vie » qui ont en 74 et en 75 lutté contre la Générale de Chauffage, organisme de chauffage des HLM à Nancy.

Une autre action s'est déroulée à leur initiative il y a quinze jours, pour obliger l'académie de Nancy à remplacer une institutrice absente depuis 5 semaines.

Il est donc possible de lutter sur le Haut de Lièvre. Une militante de l'APP nous disait que c'est parfois décourageant car on a l'impression de s'attaquer à un éléphant et de ne pouvoir lui faire que des piqûres de fourmi. Mais elle avait conscience que ce n'est qu'en luttant, si minimes que soient les actions et si long le travail, qu'on pourrait arriver à une élévation du niveau de conscience collectif au Haut de Lièvre. F.A.